RAPPORT D'ACTIVITÉ 2016



Construire
Interpeller
Développer
Négocier
Informer
Représenter

UNA

Union Nationale de l'Aide, des Soins
et des Services aux Domiciles.

SOMMAIRE

PRÉAMBULE

1. Entretien croisé Guillaume QUERCY – Nicole STREIGNART p.4-5
2. Conseil d'administration p.6-7
3. Commission nationale des directeurs p.8
4. Organisation de l'Union nationale p.9
5. Activités du réseau UNA (chiffres 2015) p.10-11

LES RENDEZ-VOUS DU DOMICILE p.12-14

PARTIE 1 UN MOUVEMENT ENGAGÉ P.15

1. Assemblée générale 2016 ..... p.16-17
2. Actions politiques p.18-22

PARTIE 2 UN SYNDICAT D'EMPLOYEURS RESPONSABLES P.23-26

PARTIE 3 UNE OFFRE DE SERVICES ADAPTÉE À LA DIVERSITÉ DES BESOINS P.27

1. Programme de modernisation p.28-29
2. Relations unions territoriales et adhérents p.30-31
3. Personnes âgées p.32
4. Petite enfance p.33
5. Santé et soins p.34-35
6. Handicap p.36
7. Famille p.37
8. Partenariats p.38
9. Qualité et évaluation p.39
10. Communication, lobbying et événementiel p.40-43
11. Ressources humaines et emploi p.44-45
12. Gestion et financement p.46-47
13. Juridique p.48-49
14. Systèmes d'information p.50-51
15. UNA Formation p.52-53

15 PROPOSITIONS POUR LE PROCHAIN QUINQUENNAT p.54

ENTRETIEN CROISÉ



NICOLE STREIGNART
DIRECTRICE GÉNÉRALE UNA



GUILLAUME QUERCY
PRÉSIDENT UNA

AVANT DE DRESSER LE BILAN DE L'ANNÉE, POUVEZ-VOUS NOUS RAPPELER LES MISSIONS DE LA FÉDÉRATION NATIONALE ?

Comme notre projet stratégique 2016/2020 nous y engage, notre Union nationale intervient sur trois grands champs que sont les actions de représentation politique, de négociation sociale et d'accompagnement des adhérents et de nos unions territoriales.

Au sein de l'équipe du siège, chacun par son expertise, mais aussi en transversalité, assume ces missions dans un ou plusieurs domaines.

COMMENT QUALIFIERIEZ-VOUS CETTE ANNÉE 2016 ?

L'année du rebond. L'Assemblée générale a révélé un réseau fatigué, rincé par des années d'énergiques efforts pour maintenir un haut niveau de qualité et d'humanité dans le service apporté à la population, dans un contexte de rabougrissement de la pensée des responsables politiques sur nos sujets et d'une austérité majeure imposée par l'État et les départements. Il fallait en sortir, amorcer un changement de paradigme, pour retrouver un avenir plus motivant. Et c'est le sens que le Conseil d'administration a voulu donner au changement de gouvernance en septembre : rebondir en investissant différemment nos orientations stratégiques, en repolitisant notre action et en traçant un chemin possible pour repenser le domicile à partir des formidables initiatives qui émergent partout dans les associations et les services publics sur les territoires.

QUELLES ONT ÉTÉ LES ACTIONS MAJEURES MENÉES POUR LE COMPTE DU RÉSEAU EN 2016 ? LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS ?

Je ne peux pas toutes les citer car l'année 2016 a été très riche d'un point de vue politique. Il restait peu de temps aux différents ministères avant les élections de 2017. Cette urgence s'est concrétisée par la multiplication des concertations sur de nombreux sujets et une production réglementaire accélérée. Ce contexte et ce calendrier très contraint ont intensément sollicité l'équipe du siège.

Je reprendrai les principaux sujets :

1. Après les travaux de construction et l'atteinte partielle des objectifs, la mise en œuvre de la loi d'adaptation de la société au vieillissement (ASV) : plus de 80% des structures de notre réseau sont directement concernées. Ce qui a motivé notre forte mobilisation pour informer sur la loi et ses impacts au travers de plusieurs moments-clés (une journée nationale et 15 réunions territoriales) pour évaluer sa déclinaison sur le terrain, par les Conseils départementaux, pour faire lien avec le Ministère et remonter les dysfonctionnements. Cette loi est aussi le sujet central de nombreux rendez-vous presse et d'une vingtaine d'auditions sur l'année avec l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), l'Inspection générale des finances (IGF), la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), le Sénat, l'Assemblée nationale…
2. L'obtention d'un 4ème fonds de restructuration de 25 millions d'euros en attente des effets censés résulter de la loi ASV. Ce fonds fait à nouveau la démonstration de la situation financière précaire de certains services.
3. La co-construction avec les pouvoirs publics du guide de bonnes pratiques des services et des départements adossée à la création d'un fonds d'appui de 50 millions d'euros pour 2017.
4. La contribution à la construction de la loi relative à la protection de l'enfance, à la feuille de route ministérielle et l'obtention d'un siège pour UNA au tout récent Conseil national de la protection de l'enfance.
5. Nos actions répétées pour intégrer les travaux du projet SERAFIN PH qui concerne la tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) Handicap et duquel le domicile est exclu. Notre contribution active à la mission IGAS centrée sur la Prestation de Compensation du Handicap (PCH).
6. La première mesure de la représentativité patronale qui a nécessité un important travail au niveau de l'équipe nationale afin de récupérer toutes les données nécessaires auprès du réseau (le nombre de structures relevant de la Convention Collective de Branche (CCB) et à jour de leurs cotisations avec le nombre de salariés).
7. Et je terminerai par l'accompagnement de notre réseau avec principalement le second programme de modernisation, (5 chantiers collectifs et 3 projets individuels) à piloter tant en termes d'expertise métiers que d'un point de vue administratif et gestion de projet auprès des unions territoriales. Et enfin l'accompagnement des unions territoriales à leur structuration en « grandes régions » et à la déclinaison des statuts nationaux au niveau des territoires.

En ce qui concerne les évènements marquants, je parlerai de l'organisation du séminaire des directeurs en mai au Touquet, celui des administrateurs en novembre à Lyon, de 2 réunions nationales, l'une concernant les modèles économiques au cours du CA de mai 2016, et l'autre sur l'optimisation de la relation avec les financeurs, en septembre.

EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE, QUELLES ONT ÉTÉ LES PREMIÈRES MESURES MISES EN ŒUVRE SUITE À VOTRE PRISE DE FONCTION ?

Il a fallu rassurer pour commencer. Un audit financier a été piloté par Jean-Jacques PIMMEL qui a permis d'objectiver la situation de la fédération nationale et d'identifier les actions les plus importantes à conduire pour adapter la structuration de notre réseau aux besoins de ses membres. Les résultats et leurs analyses ont été partagés au début de l'année 2017 avec l'ensemble du réseau, à l'occasion des rencontres régionales et de la conférence des présidents notamment.

Il a fallu décider. Les besoins des adhérents sont immenses et d'une grande diversité. Notre secteur est complexe et très chahuté. Le siège national qui, pour un réseau de 100.000 salariés, n'en compte qu'une trentaine, ne peut pas être sur tous les fronts. C'est pourquoi la place et le rôle de l'Union nationale et des unions territoriales ont été interrogés. La question de nos alliances a été traitée de manière approfondie et tranchée sans ambigüité. La décision d'engager la transformation opérationnelle de notre réseau a été prise. J'assume tous les débats et c'est vrai, je préfère une décision prise par une majorité aux idées claires à l'immobilisme qui se cache le plus souvent derrière les consensus mous ou silencieux. Finalement, pour bien décider, il faut jouer à 100% la carte de la démocratie associative.

Il a fallu mobiliser. Lorsque tout semble contraint, fermé, sans issue, les gens se démobilisent. Et cela est vrai à tous les niveaux, au plan national comme local. Pourtant, sans gouvernance vivante et proactive, il n'y a pas d'association. Il était essentiel de redonner du souffle. Le pari a été fait de séquencer, à partir du séminaire des administrateurs de Lyon en passant par les rencontres régionales et les rendez-vous du domicile, une réappropriation des enjeux politiques, sociaux et sociétaux de l'aide à domicile. L'idée est simple : notre réseau est riche de milliers d'initiatives qui portent un potentiel considérable de progrès social dans les territoires, en les partageant entre nous et en les valorisant à l'extérieur, nous démultiplions nos forces, notre envie d'aller de l'avant et notre capacité à nous imposer comme les premiers acteurs de santé en France. J'observe avec beaucoup de bonheur qu'à chaque étape, les bénévoles et les salariés ont été nombreux à participer. Ce pari est en passe d'être réussi et c'est essentiel pour la suite.

QUELS CHANGEMENTS LA NOUVELLE GOUVERNANCE A EU SUR L'ACTIVITÉ DU SIÈGE ?

Sous l'impulsion du nouveau Président, le nouveau Bureau a travaillé avec l'équipe nationale de façon plus étroite et a pris la mesure du challenge permanent que devait relever les salariés du siège. En effet, nous devons dans le même temps, peser sur les politiques qui se construisent sans nous si nous ne sommes pas en veille constante et présents pour intervenir dans l'instant, et accompagner les adhérents et les unions territoriales qui ont bien souvent besoin de réponses urgentes afin de faire face à toutes les difficultés majeures qu'ils rencontrent.

QUELS BILANS TIREZ-VOUS DU QUINQUENNAT QUI S'ACHÈVE SUR LE PLAN POLITIQUE POUR NOTRE SECTEUR ?

Les plus optimistes parleront d'un quinquennat en demi-teinte. Je ne vais pas ici répéter les bons et les mauvais points que nous avons attribués au gouvernement durant ces 5 années. Je veux me concentrer sur une leçon centrale que j'en tire : le politique a changé et nous devons nous y adapter. Au plan national comme au plan local, majoritairement et indépendamment des étiquettes partisanes, nos interlocuteurs politiques sont court-termistes, leur regard ne porte pas au-delà de l'horizon budgétaire annuel. Ils sont souvent friands de faire des « coups », qui par une énième réforme législative, qui par un numéro spécial du journal du conseil départemental dédié aux « seniors ». Ils sont fréquemment peu sensibles à nos propositions parce qu'ils ne nous perçoivent pas comme une force dans l'opinion, ni comme une force d'innovation. Tout cela doit changer. Nous avons commencé à le faire avec Adessadomicile dans le cadre des élections présidentielles, nous devons aller plus loin.

QUELLES SONT VOS AMBITIONS POUR L'ANNÉE À VENIR ?

Je souhaite que l'année 2017 soit celle de la transformation du réseau UNA (Union nationale/unions territoriales), qui nous permettra de mieux répondre aux besoins de nos adhérents, y compris au plan des évolutions rendues nécessaires par le contexte et les contraintes économiques croissantes. Pour ce faire, UNA dans la globalité de son organisation en réseau, doit être attentive à adapter ses compétences. Ce qui réinterroge nécessairement les missions et les activités des différents acteurs ainsi que le modèle économique global. Ce qui doit aussi amener à réfléchir en mode « recherche & développement » pour proposer une vision élargie du champ des possibles en matière de diversification d'activités à développer.

Enfin, il nous faut conclure des alliances dans le champ du domicile mais également du médico-social afin d'accroître les synergies entre les différents secteurs d'activité et ainsi proposer un réel parcours d'accompagnement global des personnes garantissant la prise en compte du choix et du projet de vie de chacun.

QUELLES SONT VOS AMBITIONS POUR L'ANNÉE À VENIR ?

Aller plus loin. L'année 2017 va bien sûr être scandée par l'installation d'un nouveau gouvernement et sa longue litanie de nouvelles réformes dont j'ignore, à l'heure où ce rapport est mis sous presse, ce qu'elles seront. Mais il faut regarder plus loin. 2017 doit constituer un tournant pour notre réseau. Il s'agit de poser les fondations d'un réseau renouvelé, bien organisé, efficient et influent pour promouvoir les droits des personnes que nous aidons à domicile, protéger et soutenir le développement des associations et des services publics territoriaux actifs dans les territoires, et innover au service de la santé et du bien-être de la population. Il s'agit, après l'année du rebond, d'une année de refondation. Mais attention, ne soyons pas naïfs : rien ne sera possible sans l'engagement de toutes et de tous, bénévoles et salariés, dans toutes les régions de France, en métropole et outre-mer.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMPOSITION EN DATE DU 30 AVRIL 2017

1/ÎLE-DE-FRANCE


Guillaume QUERCY
Président UNA


Marie-Christine PERRIGNON

2/PICARDIE


Evelyne LEFEBVRE

3/NORD-PAS-DE-CALAIS


Jean JOLY


Jean-Pierre THOOFT

4/CHAMPAGNE-ARDENNE


Evelyne CORREANI

5/LORRAINE


Sylvie MATHIEU
Trésorière adjointe

6/ALSACE


Jean-Jacques PIMMEL

7/FRANCHE-COMTÉ


Jacques ADRIANSEN

8/BOURGOGNE


André LARGE

9/AUVERGNE


Georges COLLAY

10/RHÔNE-ALPES


Michelle LAYES-CADET
Secrétaire générale adjointe

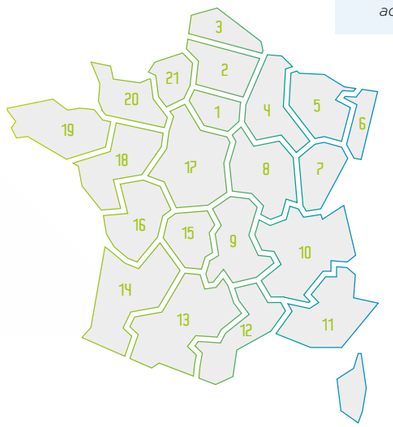

Gérard SAPHY


Marc DUPONT

PRÉSIDENTS HONORAIRES


André FLAGEUL


Christiane MARTEL



OUTRE-MER

Région non représentée

11/PACA / CORSE


Claude CAUSSE

12/LANGUEDOC-ROUSSILLON


Jean ALAGNA

13/MIDI-PYRÉNÉES


Julien MAYET
Vice-président


Christine CAZELLES
Secrétaire générale

14/AQUITAINE


Francis CONTIS


Jean-Pierre PERSONNE

15/LIMOUSIN


Jean-Marie LAGORCE
Membre du bureau

16/POITOU-CHARENTES


Alain PROUX-DELROUYRE

17/CENTRE VAL DE LOIRE


Pascal MENAGE
Vice-président

18/PAYS DE LOIRE


Michel COSME

19/BRETAGNE


Olivier CHAPALAIN
Trésorier

20/NORMANDIE

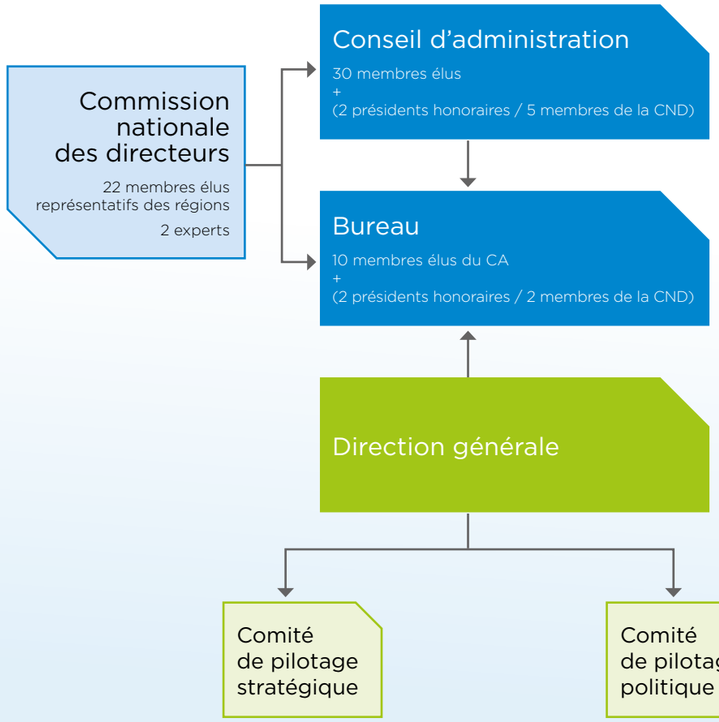

Jean-Louis MONTEMBAULT
Membre du bureau


Laurent DENOUEL

Fabienne SECCHI
Responsable secrétariat général
Contact : f.secchi@una.fr



INSTANCES POLITIQUES - COMITÉS - COMMISSIONS & GROUPES DE TRAVAIL



Commissions & groupes de travail

- Commission Petite enfance et famille
- Commission Handicap
- Commission Mutualisation
- Commission Systèmes d'information
- GT SSIAD
- GT CSI
- GT SPASAD
- GT Pôle Fonction employeur
- GT Révision des emplois et classifications
- GT Organisation et conditions de travail
- GT Chantier Ressources humaines
- GT Formation
- Comité de suivi Modernisation

Instances de décision

Pilotage interne

COMMISSION NATIONALE DES DIRECTEURS

La commission nationale des directeurs (CND) est une commission dont les missions sont définies par les statuts et le règlement intérieur de UNA. Elle joue un rôle de veille et de vigilance par rapport aux problématiques et aux préoccupations de terrain des structures locales et départementales. Elle peut être consultée par le Conseil d'administration ou le Bureau, et rendre des avis sur les travaux menés nationalement par les commissions et les groupes de travail.

La CND est constituée de 22 directeurs titulaires et 22 directeurs suppléants élus, qui représentent les 22 unions régionales.

Tous les membres de la CND sont présents au moins dans un groupe de travail ou une commission de UNA, et chaque référent a pour mission de faire la restitution de l'avancée des travaux tout au long de l'année à la CND.

La CND s'est réunie trois fois en 2016 (mars, septembre et décembre). Les sujets traités en CND ont été très variés. Chaque thématique abordée a fait l'objet de décisions ou d'avis rendus par les membres. Les travaux réalisés par la CND en 2016 ont porté sur un axe majeur, celui des nouveaux modèles économiques, les nouvelles organisations, la communication.

La CND a souhaité s'emparer de cette question en lien direct avec le plan d'action communication UNA (pôle Communication, lobbying et évènementiel) et qui fait partie du plan stratégique 2016 – 2020 UNA. Il y a eu de nombreux échanges, et la CND a posé la question de la légitimité d'une marque « UNA », et a fait le constat qu'il fallait bien faire la distinction entre marque institutionnelle et marque commerciale. Face aux graves difficultés financières que connaissent bon nombre d'associations du réseau, face à la concurrence violente des structures marchandes organisées, face à un environnement qui ne cesse de muter, la CND a pensé qu'il fallait structurer le réseau et créer des plateformes de services afin de le rendre plus fort.

Un groupe de travail réunissant quelques directeurs de la CND a décidé de travailler sur cet axe. Ce groupe s'est engagé à faire une restitution de l'avancée de ces travaux à chaque CND. La CND a aussi soulevé l'intérêt de mettre en œuvre un catalogue dématérialisé de toutes les initiatives du réseau (projets ou services innovants, expérimentations…). Ce catalogue serait accessible à tous les acteurs du réseau et pourrait être dupliqué ou adapté dans les régions. Ces deux projets se poursuivront en 2017.

La CND a également émis des avis sur des propositions de partenariats. Elle a rencontré des interlocuteurs comme Ecolife ou La Poste. Elle s'est positionnée favorablement pour la signature d'un partenariat entre UNA et Ecolife. À la majorité, les membres se sont positionnés favorablement pour que UNA se rapproche de La Poste afin de construire un partenariat. Un groupe représenté par quelques membres de la CND a été constitué suite à la demande du réseau, concernant le référencement de partenaires potentiels de UNA. Ce groupe a travaillé sur la mise en œuvre d'une feuille de route basée sur une classification des partenaires. UNA pourra ainsi évaluer ses partenariats nationaux potentiels et avoir le bon positionnement pour chacun.

En matière de lobbying, la CND a également sollicité le réseau à plusieurs reprises, sur des demandes liées à la rédaction de notes pour les adhérents : loi d'adaptation de la société au vieillissement (ASV), fiscalisation, Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), Contrat pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM), conférences des financeurs…

La CND a organisé en 2016 le séminaire des directeurs (SDD) en collaboration avec les équipes UNA. À la suite du bilan de cet événement, la CND a souhaité organiser un nouvel SDD pour 2017.

Elle a travaillé avec le réseau sur la proposition de process CND – CRD dans le cadre des nouveaux statuts et l'instauration de l'échelon régional.

Alsace	Titulaire	TASSETTI Pierre (APA)
	Suppléant	DUVAL Jean-Luc (ASAME)
Aquitaine	Titulaire	BOCQUET Florence (AAPAM)
	Suppléant	Pas de suppléant
Auvergne	Titulaire	DA SILVA Patricia (Association des Vieux Travailleurs)
	Suppléant	SERVIERE Laurent (Association Sainte Elisabeth)
Basse-Normandie	Titulaire	ROUYER Frédéric (UNA Pays Alençon Perche)
	Suppléant	CHEVALLIER Sébastien (UNA Pays d'Ouche et d'Auge)
Bourgogne	Titulaire	MEUNIER Lionel (Mutualité Française Bourguignonne)
	Suppléant	TERRADE Olivier (FEDOSAD)
Bretagne	Titulaire	LOZACHMEUR Ronald (Assia réseau UNA)
	Suppléant	GILET Malika (Maison des SAP de la Côte de Penthièvre)
Centre	Titulaire	OREAL Pascal (ASSAD-HAD Touraine)
	Suppléant	Pas de suppléant
Champagne-Ardenne	Titulaire	LEMAIRE David (Aradopa UNA)
	Suppléant	DAUPHY Astrid (ADAPAH des Ardennes)
Franche-Comté	Titulaire	HUGUES Alain (PRODESSA)
Haute Normandie	Titulaire	LE DANTEC Véronique (Le Temps du Domicile)
	Suppléant	MAGAND Erick (UNA Solidarité Normande)
Île-de-France	ABSENCE DE REPRÉSENTANT	

Languedoc-Roussillon	Titulaire	NATTON Guillaume (Vivadom 30)
	Suppléant	ETIENNE Patrick (Sesam 34)
Limousin	Titulaire	SABATIE Nelly (ACTID 87)
	Suppléant	BOURDON Catherine (UNA Aide à la personne Région de St Junien)
Lorraine	Titulaire	BARETTE Joël (Ville et Services)
	Suppléant	KERN Georges (ADAPAH Nord 54)
Midi-Pyrénées	Titulaire	ESCUDIER Bernard (ADAR Aussillon-Rabastens)
	Suppléant	MARTIN Régis (Solidarité Familiale)
Nord-Pas-de-Calais	Titulaire	HENON Isabelle (ADAR des Pays du Calaisis)
	Suppléant	LAGANA Sylvia (SIRMAD SAPAD)
Pays de la Loire	Titulaire	MASSON Antoine (Anjou Soins Services)
	Suppléant	VERDIER Geoffroy (ADT 44)
Picardie	Titulaire	VILLA Dominique (AAGDA)
	Suppléant	HECQUET Jammes (AGAF 80)
Poitou-Charentes	Titulaire	SAUVOUREL Samuel (CCAS Tonnay Charente)
	Suppléant	ACCLEMENT Bruno (Plate-Forme Gérontologique Darcy-Brun)
PACA et Corse	Titulaire	SITBON Hervé (Générations Services)
	Suppléant	LECA Christian (La Communauté)
Rhône-Alpes	Titulaire	GRATIER Annie (ADPA)
	Suppléant	LABOURE Jocelyne (AIMV)
Outre-Mer	ABSENCE DE REPRÉSENTANT	

ORGANISATION DE L'UNION NATIONALE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

BUREAU
Guillaume QUERCY, Président

DIRECTION GÉNÉRALE
Nicole STREIGNART, Directrice générale

Fabienne SECCHI
Responsable secrétariat général

RELATION UT ET PROJETS COFINANCÉS
Katia ROGUIN
Directrice
Adèle MOULIN
Cheffe de projets modernisation et mutualisation
Philippe METAIS
Chef de projet relation adhérents
Bengani LESSEDJINA
Assistante
Ella NURBEL
Assistante

RELATIONS SOCIALES
Manuella PINTO
Directrice

COMMUNICATION, LOBBYING ÉVÉNEMENTIEL
Nicolas PAILLOUX
Responsable
Chantal THORIGNY
Chargée de communication réseau
Manon DAFFARA
Chargée de communication externe
Katy AMELOT
Assistante communication
Cécile PERNOT
Cheffe de projets événementiels

ACCOMPAGNEMENT AUX ADHÉRENTS

SANTÉ & SOIN
Line LARTIGUE-DOUCOURÉ
Directrice
Cécile GAUTIER
Chargée de mission

QUALITÉ/ ÉVALUATION
Christophe PELLETIER
Responsable

RESSOURCES HUMAINES & EMPLOI
Hélène LEMASSON GODIN
Directrice

PERSONNES ÂGÉES
Line LARTIGUE-DOUCOURÉ
Directrice
Cécile GAUTIER
Chargée de mission

FORMATION
Gwenaelle COGNET
Responsable
Sandrine QUIROS
Chargée de gestion
Alexandre NOBILE
Chargé de gestion

JURIDIQUE
Corinne COELHO BERTHREU
Responsable
Vincent VINCENTELLI
Responsable réglementation secteurs d'activité
Emilie KOWALYSZYN
Juriste droit des affaires et social
Bérangère LUCHTENS
Juriste droit social

PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP
Pascale WEILL
Directrice

FAMILLE
Pascale WEILL
Directrice

PETITE ENFANCE
Pascale WEILL
Directrice
Anaïs PERELMAN
Cheffe de projets développement

SYSTÈMES D'INFORMATION
Philippe TERRIEN
Responsable
Athanase KAGAMBEGA
Conseiller technique statistiques

FINANCEMENT, GESTION & ORGANISATION
Moussa CAMARA
Chef de projets
Marine LEFEVRE
Chargée de mission
Véronique GRELET
En appui

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER
Véronique GRELET
Responsable

SERVICE COMPTABILITÉ
Kamel MERIMI
Responsable comptable
Veronica KOLENCOW
Technicienne administration

SERVICE COTISATIONS
Valérie THOREL
Gestionnaire cotisation

SYSTÈMES D'INFORMATION
Philippe TERRIEN
Responsable

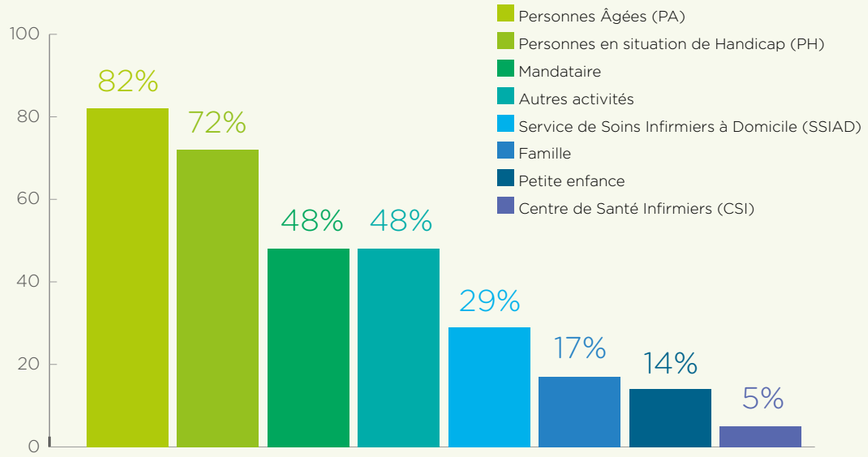
RESSOURCES HUMAINES/ JURIDIQUE/SERVICES GÉNÉRAUX
Corinne COELHO BERTHREU
Responsable

SERVICES GÉNÉRAUX
Sorun KUOCH
Assistant services généraux
Hilane MEMEL
Hôtesse d'accueil/ standardiste

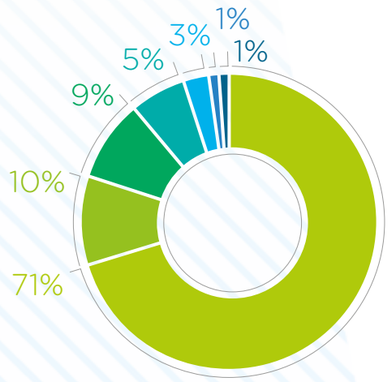
Au 30 avril 2017, l'Union nationale compte 6 salariés en CDD et 29 salariés en CDI.

ACTIVITÉS DU RÉSEAU UNA (CHIFFRES 2015)

PROPORTION DES STRUCTURES SELON LES ACTIVITÉS PRATIQUÉES



RÉPARTITION DU VOLUME D'ACTIVITÉ SELON LA NATURE



CHIFFRES CLÉS

63 *fédérations départementales et/ou interdépartementales*

20 *unions régionales*

843 *structures adhérentes au réseau UNA*

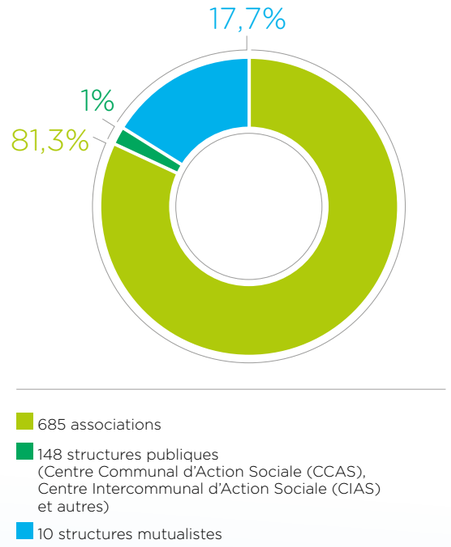
91 910 *salariés*

70,6 *millions d'heures réalisées*

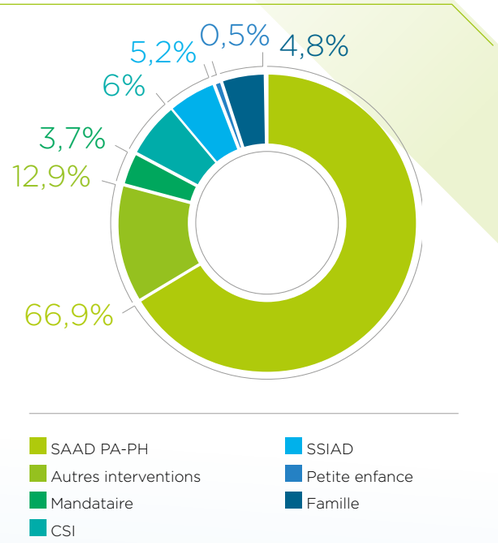
6,7 *millions de journées SSIAD*

634 000 *personnes aidées*

RÉPARTITION DES STRUCTURES SELON LEUR NATURE JURIDIQUE



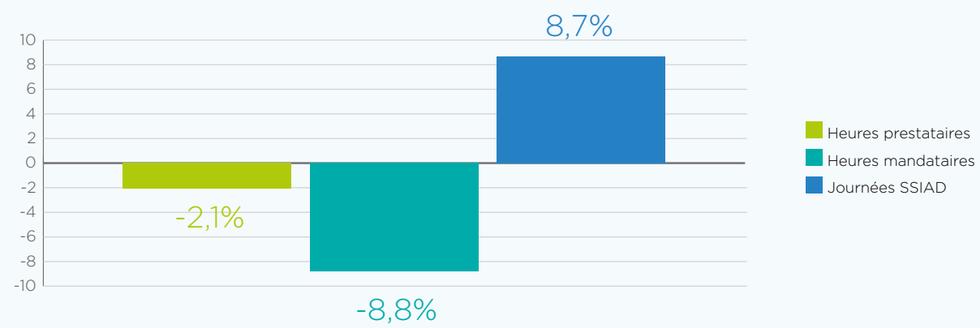
RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES SELON LES ACTIVITÉS PRATIQUÉES



BILAN DE L'ACTIVITÉ 2015

Activité par mode d'intervention	Nombre d'heures d'intervention	Nombre de journées	Nombre d'ETP	Nombre de personnes aidées
PRESTATAIRE (TOUT PUBLIC)	**62 909 507**			**539 337**
dont Petite enfance	247 177			3 049
dont Famille	1 975 035			30 478
dont SAAD PA + PH	55 947 051			423 833
dont autres interventions	4 740 244			81 977
MANDATAIRE (TOUT PUBLIC)	**7 737 528**			**23 366**
CSI			**394**	**38 411**
SSIAD		**6 756 806**		**32 903**
TOTAL	**70 647 035**	**6 756 806**	**394**	**634 017**

ÉVOLUTION DES VOLUMES D'ACTIVITÉS ENTRE 2014 ET 2015



LES RENDEZ-VOUS DU DOMICILE

En 2016, UNA a organisé plusieurs événements qui ont réuni au total près de 900 personnes, que ce soit au Touquet pour la 3ème édition du séminaire des directeurs (SDD), à Paris pour des journées nationales et l'Assemblée générale UNA, ou encore à Lyon pour la 1ère édition du séminaire des administrateurs (SDA).

Les rétrospectives (synthèses, présentations, vidéos, photos) de ces événements sont en ligne sur :

WWW.LESRENDEZVOUSDUDOMICILE.COM

3 féurier

JOURNEES NATIONALES 2016

LOI D'ADAPTATION DE LA SOCIETE AU VIEILLISSEMENT :
Conséquences et opportunités pour les services à domicile

Organisée au Ministère des Affaires sociales et de la Santé, cette journée a été appréciée par les participants et a rencontré un certain écho dans la presse, avec 14 journalistes présents lors du point presse organisé à cette occasion.





JOURNEES REGIONALES 2016

LOI D'ADAPTATION DE LA SOCIETE AU VIEILLISSEMENT :
Conséquences et opportunités pour les services à domicile

L'année 2016 a été marquée par la mise en œuvre de la loi d'adaptation de la société au vieillissement (ASV) dans les territoires. Afin d'accompagner les adhérents dans ce déploiement, 15 journées régionales ont été organisées en présence de Vincent VINCENTELLI, responsable réglementation des secteurs d'activité UNA.



15 septembre

JOURNEES NATIONALES 2016

Optimisation de la relation avec les financeurs




Ces dernières années, les politiques de soutien à destination de notre secteur ont évolué notamment du fait d'importantes contraintes budgétaires. Ces évolutions ont impacté les relations entre les financeurs et les services malgré un objectif commun : permettre aux personnes aidées de vivre à leur domicile dans les meilleures conditions.

L'objectif de cette journée était de dresser un état des lieux de ces relations, de définir des marges de progression si elles existent et d'évoquer tous les outils qui ont vocation à renforcer le dialogue entre les financeurs et les services.

Cette journée, organisée dans les locaux de UNA à Paris, a réuni une centaine de participants.

12 et 13 mai

SEMINAIRE DES DIRECTEURS 2016 | RÊVER & ENTREPRENDRE
12 & 13 mai 2016 Au Palais des Congrès du Touquet

Cette 3ème édition du SDD s'est tenue au Touquet en mai dernier et a réuni 200 participants : des directrices et directeurs de structures adhérentes et d'unions territoriales, des adjointes et adjoints de direction et cadres de direction du réseau UNA.

Un espace convivial a réuni près de 30 partenaires exposants.

AU PROGRAMME

STRATÉGIE ET MANAGEMENT

- Comment transformer le rêve en réussite entrepreneuriale ?
- Mobilité stratégique et capacité d'entreprendre, des clés pour votre développement
- Régime fiscal et schéma juridique : une source d'économie financière ?
- Le développement personnel du dirigeant
- Les pôles territoriaux de coopération économique : un espace d'alliances et de partenariats pour les entrepreneurs de l'économie sociale et solidaire

OUTILS ET MÉTHODOLOGIES ENTREPRENEURIALES

- Dépasser les méthodes et les outils de gestion classiques, pour mieux appréhender la relation santé - travail - performance
- Valoriser sa structure à travers une démarche RSE
- Consolider nos structures par la diversification : développer des services complémentaires en lien avec l'habitat et les aides
- Passer de l'idée à la réalisation : les outils du marketing au service d'un entreprenariat social et solidaire

COMMUNICATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

- Ubérisation du service à domicile, mythe ou réalité ?
- La communication, un enjeu de réussite pour les services à domicile
- Améliorer sa visibilité sur Internet par la mise en place du programme de référencement Google Ad Grants
- Augmentez votre visibilité sur le Net et gagnez de nouveau clients








UNA a organisé son premier séminaire des administrateurs les 4 et 5 novembre à Lyon. Cet événement a réuni près de 200 administratrices et administrateurs du réseau UNA. Ce séminaire a été organisé autour de temps forts (conférences, table ronde et ateliers) avec pour thème :
« L'administrateur, garant du projet politique et de la pérennité économique ».

AU PROGRAMME

- Conférence introductive
  L'enjeu majeur de notre avenir :
  réaffirmer notre légitimité d'acteurs sociaux
- Ateliers
  - Les nouvelles formes d'organisation de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) face aux nouvelles structurations territoriales
  - Place et rôle des usagers dans la gouvernance de nos structures
  - Pour une gouvernance responsable et un choix éthique d'organisation
- Quelles marges de manœuvres pour les administrateurs face aux difficultés financières ?
- La démarche prospective, outil pour faire face aux évolutions de notre environnement











PARTIE 1

UN MOUVEMENT ENGAGÉ



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2016

LA 50ÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE UNA S'EST TENUE LE 22 JUIN 2016 DE 9H À 17H, À LA MAISON DE LA CHIMIE À PARIS, SOUS LA PRÉSIDENCE DE FRANCIS CONTIS ET EN PRÉSENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Francis CONTIS, Président de UNA, présente le quorum de l'Assemblée générale : 54 unions territoriales sont présentes et 4 sont représentées (Aveyron, Cher, Haute-Loire et Savoie) sur un total de 70. Sur 417 délégués appelés, 330 ont été désignés pour représenter les unions territoriales : 166 d'entre eux sont effectivement présents et 148 sont représentés avec pouvoir. 24 auditeurs participent également aux débats.

Le quorum étant atteint, l'Assemblée générale peut valablement délibérer.






ORDRE DU JOUR :

Ouverture de l'Assemblée générale et présentation du rapport moral
Francis CONTIS, Président UNA
Jacques ADRIANSEN, Secrétaire général UNA
Jean-Louis MONTEMBAULT, Membre du Bureau UNA

Rapport d'activité 2015
Les opportunités de développement offertes par les nouvelles lois
Alain PROUX-DELROUYRE, Vice-président UNA
Guy FONTAINE, Directeur général adjoint UNA

Le rapport d'exécution du programme de Modernisation
Jean-Marie LAGORCE, Vice-président délégué UNA
Nicole STREIGNART, Directrice générale UNA

Présentation du rapport de gestion 2015
Jean-François CALARNOU, Trésorier UNA

Présentation du rapport du Commissaire aux comptes
Olivier GALLEZOT, Cabinet EXCO, Commissaire aux comptes

Intervention de Madame Pascale BOISTARD, Secrétaire d'État chargée des Personnes âgées et de l'Autonomie

Signature de la convention de partenariat UNA – AASDPAC
en présence des représentants officiels de la République du Congo et de Madame Pascale BOISTARD, Secrétaire d'État chargée des Personnes âgées et de l'Autonomie

Présentation du projet de réforme de la cotisation nationale soumise au vote et débat
Jean-François CALARNOU, Trésorier UNA

Présentation du budget 2016 révisé, du budget prévisionnel 2017 et du taux de cotisation 2017
Jean-François CALARNOU, Trésorier UNA

Lecture de la liste des candidats à la Commission de Contrôle, de la liste des scrutateurs, et de la liste du renouvellement du Conseil d'administration UNA : tiers sortant 2016
Jacques ADRIANSEN, Secrétaire général UNA

Présentation des travaux réalisés par la commission nationale des directeurs et bilan de l'édition 2016 du séminaire des directeurs
Nelly SABATIE et Guillaume NATTON, Représentants de la CND

Point sur la réforme statutaire votée en juin 2015
Présentation des textes soumis au vote et débat
- Projets des nouveaux statuts-types et règlement intérieur des unions départementales, interdépartementales et régionales
- Proposition de nouvelle répartition des sièges du CA national pour l'Assemblée générale 2017 en prévision de l'entrée en vigueur des nouveaux statuts nationaux
- Plan stratégique UNA 2016 – 2020
- Motion(s) éventuelle(s)

Conclusion de l'Assemblée générale
Francis CONTIS, Président UNA

Vote des délégués

Questions soumises au vote	POUR		CONTRE		Suffrages exprimés	Nul	Blanc ou abstention	Total des votants
1 • LE RAPPORT D'ACTIVITÉ 2015								
Approuvez-vous le rapport d'activité 2015 ?	243	90,33 %	26	9,67 %	269	0	17	286
2 • LE RAPPORT DE GESTION 2015								
2.1 Approuvez-vous le rapport de gestion 2015 ?	172	69,08 %	77	30,92 %	249	0	37	286
2.2 Approuvez-vous les comptes 2015 ?	171	72,46 %	65	27,54 %	236	1	49	286
2.3 Approuvez-vous l'affectation des résultats ?	175	74,79 %	59	25,21 %	234	2	50	286
3 • TEXTE SOUMIS AU VOTE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE								
3.1 Approuvez-vous les nouveaux statuts-types et règlements intérieurs des unions départementales, interdépartementales et régionales, applicables sous réserve de l'entrée en vigueur des statuts nationaux et règlement intérieur approuvés en juin 2015 ?	158	61,96 %	97	38,04 %	255	1	30	286
3.2 Approuvez-vous la nouvelle répartition des sièges au CA national à renouveler lors de la prochaine Assemblée générale sous réserve de l'entrée en vigueur des statuts nationaux et règlement intérieur approuvés en juin 2015 ?	172	68,53 %	79	31,47 %	251	0	35	286
3.3 Approuvez-vous le plan stratégique UNA pour la période 2016 – 2020 ?	174	71,02 %	71	28,98 %	245	1	40	286
4 • BUDGET 2016 RÉVISÉ, BUDGET PRÉVISIONNEL 2017, RÉFORME DE LA COTISATION NATIONALE ET TAUX DE COTISATION 2017								
4.1 Approuvez-vous les modifications du budget 2016 ?	131	60,37 %	86	39,63%	217	0	69	286
4.2 Approuvez-vous le budget prévisionnel 2017 ?	123	56,94 %	93	43,06%	216	0	70	286
4.3 Approuvez-vous la réforme de la cotisation nationale 2017 ?	127	57,99 %	92	42,01%	219	0	67	286
4.4 Approuvez-vous le taux unitaire de cotisation 2017 ?	125	57,60 %	92	42,40%	217	0	69	286

ACTIONS POLITIQUES

ZOOM SUR LA LOI D'ADAPTATION DE LA SOCIÉTÉ AU VIEILLISSEMENT (ASV) : UNE ANNÉE DE DÉPLOIEMENT ET D'ACTIONS

La parution de la loi d'adaptation de la société au vieillissement a été l'un des temps fort de l'année 2015. L'année 2016 a vu le déploiement de cette loi et la publication de ses décrets d'application. Ceux-ci permettent de concrétiser l'objectif premier de la loi : remettre les personnes accompagnées au cœur du dispositif médico-social et notamment au domicile.

Ainsi, la mise en place des conférences des financeurs, des Conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie, les réformes de l'Aide Personnalisée d'Autonomie (APA) et la création d'un cahier des charges des SAAD sont autant d'éléments qui viennent transformer le paysage médico-social départemental mais aussi national.

Pour autant, il demeure difficile de mesurer l'impact sur le long terme de ces réformes.

Tout au long de l'année 2016, UNA a rappelé les carences de la loi concernant le financement du secteur à domicile et l'urgence d'agir à ce sujet tant la situation des SAAD devient compromise (entretiens avec le gouvernement, auditions auprès de l'Inspection Générale des Affaires Sociales et de M. le Sénateur LABAZEE).

TEMPS FORTS 2016

L'année est rythmée par la parution des décrets d'application de la loi. Parmi ceux-ci, il faut retenir :

- Le décret du 26 février 2016 mettant en place la revalorisation des plafonds d'APA
- Le cahier des charges de l'autorisation du 22 avril 2016 qui s'impose à tous les SAAD autorisés à compter du 1er juillet



UNA, UN INTERLOCUTEUR INCONTOURNABLE

UNA est associé à la mise en œuvre de la loi ASV, lors des comités de pilotage de l'aide à domicile mais aussi au sein de groupes de travail relatifs à la rédaction de décrets d'application.

Tout au long de ce processus de consultation, UNA fait la preuve d'expertise et de réactivité pour tâcher d'améliorer la rédaction de ces textes afin qu'ils prennent en compte les problématiques de ses adhérents.



UN DÉPLOIEMENT AUPRÈS DU RÉSEAU UNA

UNA décline la journée nationale du 3 février en 15 journées régionales consacrées à la loi ASV. Ces journées sont l'occasion d'échanges avec les adhérents quant aux modalités concrètes d'application de la loi.

35 informations au sein de la newsletter UNA ont été communiquées en lien avec la mise en œuvre de la loi et ses décrets d'application. Une enquête sur l'application de la loi ASV par les Conseils départementaux a été diffusée le 7 avril 2017 dans le réseau.

Les résultats de cette enquête, transmis à la secrétaire d'État chargée des personnes âgées et de l'autonomie Pascale BOISTARD, permettent de mettre en exergue d'importantes disparités selon les territoires. Ces éléments concrets et circonstanciés prouvent que la loi ASV, malgré ses avancées, ne permet pas de résoudre le problème de fond du financement de l'aide à domicile.

TEMPS FORTS 2016

La journée du 3 février 2016

Le 3 février 2016, UNA organise une journée nationale consacrée à la mise en œuvre de la loi ASV, au Ministère des Affaires sociales et de la Santé

Plus de 300 adhérents assistent à cet évènement ouvert par la Secrétaire d'État aux personnes âgées, Laurence ROSSIGNOL. Cet événement rencontre un certain écho dans la presse, avec la présence de 14 journalistes





ACTIONS POLITIQUES

HANDICAP

« Une réponse accompagnée pour tous »

Déclinant le rapport de Denis PIVETEAU « zéro sans solution », le dispositif intitulé « une réponse accompagnée pour tous » tente de mettre en place une solution temporaire ou non pour les personnes qui ne trouvent pas d'issue avec une orientation classique délivrée par la Maison Départementale Des Personnes Handicapées (MDPH).
24 départements ont choisi d'être « pionniers » en 2016 pour mettre en œuvre cette réponse.
UNA a suivi et contribué à cette mise en œuvre, en alertant les départements sur la ressource que constituent les services à domicile pour les personnes en situation de handicap. Le chantier « Handicap » du programme de modernisation a été un atout pour aller plus loin sur ces questions.

Le projet SÉRAFIN PH

Fin 2014, le gouvernement lançait le projet SÉRAFIN PH pour « Services et Établissements : réforme pour une Adéquation des financements aux parcours des Personnes Handicapées ». Cette réforme excluait dès l'origine les services à domicile (SSIAD, SPASAD, SAAD). Voici 18 mois que UNA demande, en vain, à être associé aux travaux, et revendique que l'intervention à domicile des SAAD, SPASAD ou SSIAD ne soit exclue des questions de parcours de vie des personnes. À défaut de pouvoir intervenir directement, UNA a rejoint le groupe de travail de l'UNIOPSS, dédié au sujet.

Le projet SÉRAFIN PH a, pour l'instant, produit des nomenclatures recensant les besoins des personnes en situation de handicap et les réponses, par blocs d'activités. Ces nomenclatures seront à brèves échéances la grille de lecture pour les autorités de tarification et de contrôle, y compris dans le cadre des démarches CPOM.
La démarche de SÉRAFIN PH se poursuit en 2016 et 2017 par une étude de coût, centrée uniquement sur les établissements.

La mission IGAS sur la PCH

Une mission IGAS a été diligentée sur les questions relatives à la Prestation de Compensation du Handicap (PCH). UNA y a intensément contribué par sa forte présence. La mission a traité plus précisément de la mutualisation de la PCH dans le cadre de l'habitat partagé, de la question des restes à charge, des barrières d'âges, des contrôles d'effectivité et de la parentalité. Bien évidement et malgré un accord unanime des participants aux travaux de la mission, les questions des hauteurs de financement et de l'aide aux actes de la vie quotidienne sont restées pendantes.
Le rapport final est toujours en attente de parution, mais le Comité Interministériel du Handicap (CIH) du 5 décembre a repris à son compte plusieurs propositions de la mission : création d'une catégorie d'aide humaine PCH dédiée à la parentalité, abandon de la barrière d'âge des 75 ans et prise en charge de la coordination dans le cadre d'une PCH mutualisée en habitat regroupé.
Il reste à concrétiser ces décisions.

■ *Retrouvez ces informations sur l'espace adhérent UNA rubrique Personnes handicapées*



FAMILLE

Les SAAD Famille et la loi ASV

UNA poursuit sa mobilisation pour les SAAD Famille dans le cadre de la déclinaison réglementaire de la loi. UNA veille à ce que les SAAD ne soient pas oubliés et que leurs spécificités soient reconnues. Le cahier des charges de l'autorisation en est un exemple, avec l'obtention de plusieurs revendications majeures des SAAD concernant le soutien aux parentalités fragiles, notamment sur les champs de la protection de l'enfance. Reste des questions importantes en matière d'encadrement des services ou d'articulation des financeurs qui feront l'objet d'autres travaux à venir.

La loi de protection de l'enfance et les SAAD Famille

La loi a été adoptée le 14 mars 2016. Elle est désormais complétée par une feuille de route de la protection de l'enfant, à l'initiative de Laurence ROSSIGNOL. La déclinaison réglementaire se poursuit aujourd'hui. Et les fédérations d'intervention aux domiciles y sont associées. Notre objectif partagé est que les SAAD Famille soient pleinement associés à ce qui se construit pour l'enfant et sa famille. UNA représente les fédérations dans les travaux sur le Projet pour l'enfant. Adessadomicile siège aux rencontres sur les visites en présence d'un tiers. Une des mesures de la loi de mars 2016 est la création d'un Conseil National de la Protection de l'Enfance. UNA y a obtenu un siège et y représente aussi Adessadomicile.

Un référentiel pour les SAAD Famille, une seconde année blanche

La rupture des travaux sur la construction d'un référentiel pour les SAAD Famille s'est poursuivi en 2016. L'étude pour laquelle les services de chacune des fédérations ont été sollicités en 2015 n'est toujours pas sortie. L'ensemble de nos demandes de reprise sur ces sujets font l'objet de réponses d'attente. Ce ne sera qu'en début d'année 2017 que les échanges reprendront.

Un travail important sur le guide de bonnes pratiques des services et des départements

Ce guide de bonnes pratiques, travaillé à l'automne 2016, sert de support au fonds d'appui de 50 millions d'euros, pour lequel les Conseils départementaux doivent candidater pour la mi-janvier 2017. Dans ce travail, il a été compliqué de faire entendre la voix des SAAD Famille, y compris du fait d'interlocuteurs différents, centrées sur les problématiques des personnes âgées. Pour autant, le cabinet de Laurence ROSSIGNOL nous a assuré reprendre les spécificités familles dès le début d'année 2017.

■ *Retrouvez ces informations sur l'espace adhérent UNA rubrique Famille*

PETITE ENFANCE

UNA poursuit son travail au sein du Comité Partenarial Petite Enfance (CPPE)

UNA y représente les 3 autres fédérations de la branche : Adessadomicile, FNAAFP/CSF et ADMR. Il s'est réuni 2 fois cette année. UNA a eu l'opportunité de représenter et de défendre les services de garde d'enfants, leur pertinence et leurs spécificités. UNA a aussi fait valoir l'importance d'un regard global sur la parentalité, la périnatalité et la petite enfance.

UNA a contribué aux travaux sur les normes des Équipement d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE)

UNA a travaillé avec la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) sur l'élaboration d'un référentiel concernant les normes applicables aux EAJE qui doit paraître en 2017 : accueil en surnombre, taux d'encadrement, normes PMI,...

UNA a contribué à l'élaboration du rapport GIAMPINO

UNA a participé aux auditions menées dans le cadre de l'élaboration du rapport de Sylviane GIAMPINO sur le développement du jeune enfant, les modes d'accueil et la formation des professionnels, paru en mai 2016. UNA a également contribué aux travaux et aux rencontres qui ont suivis sa parution.

■ *Retrouvez ces informations sur l'espace adhérent UNA rubrique Petite enfance*

SANTÉ

Gestes de soins / actes de la vie quotidienne

UNA s'est inscrit dans les travaux initiés par Handéo pour avancer sur une clarification des limites entre les actes de soins et les actes de la vie quotidienne réalisés par les services à domicile. Ces travaux permettent de dresser un panorama exhaustif des difficultés rencontrées telles que l'aide à la toilette, les aspirations endobuccales, l'alimentation/hydratation par gastrostomie etc. Ils mettent en évidence essentiellement une problématique individuelle liée à la situation de la personne dépendante, renvoyant à une évaluation médicale ou infirmière, plus qu'à une problématique juridique.

Pour faire évoluer les politiques publiques et les pratiques, la commission santé du CNCPH s'est saisie de ce sujet des gestes de soins/acte de la vie quotidienne. Un groupe de travail, auquel UNA participe, construit des propositions à partir des constats posés dans le cadre des travaux réalisés sous l'égide d'Handéo. L'objectif est de favoriser la mise en œuvre de l'aide humaine auprès de personnes en situation de handicap et renforcer leur degré d'autonomie quel que soit leur lieu de vie.

Centres de santé infirmiers

Après une année 2015 qui a vu la signature d'un nouvel accord national des centres de santé, 2016 est marquée par sa mise en œuvre. Ainsi UNA participe en tant qu'organisation représentative à 5 commissions paritaires nationales (CPN) et 3 réunions techniques avec la CNAMTS. Pour préparer ces instances et les différentes réunions de concertation avec les pouvoirs publics (observatoire, labellisation des logiciels, centres de santé et établissements de santé, etc.), le Regroupement National des Organisations Représentatives des Centres de Santé se réunit à 11 reprises.

■ ***Retrouvez ces informations sur l'espace adhérent UNA rubrique Santé***

GESTION/FINANCEMENT

Le fonds de restructuration 2016

La loi de finances 2015 avait prévu le financement d'un fonds de restructuration à hauteur de 25 millions pour les services d'aide à domicile. Les services du réseau ont particulièrement été accompagnés avec la mise à disposition d'une note d'aide à l'élaboration des dossiers. Il s'agissait du 4ème fonds de restructuration depuis 2012 portant l'aide globale à 155 millions. Ce nouveau fonds a été le résultat d'une forte mobilisation du réseau UNA et a permis de démontrer une fois de plus que la situation financière précaire de certains services est la résultante d'un contexte économique difficile.

L'arrêté du 7 mars 2016 vient préciser les modalités de répartition de ce 4ème fonds de restructuration.

La création du fonds d'appui aux départements

Un nouveau fonds d'appui aux départements et d'aide aux bonnes pratiques de 50 millions a été mis en place par le gouvernement. Le bilan sans complaisance sur les pratiques des départements réalisé au sein du réseau par le biais de l'enquête sur la mise en œuvre de la loi ASV a largement contribué à la création de ce fonds. Ce fonds se distingue des précédents fonds de restructuration car il vise à encourager les bonnes pratiques surtout des départements et accessoirement des services. À ce titre, le travail fait sur le guide de bonnes pratiques est tout aussi important. En effet, ce document est une source d'arguments forts pour les structures dans leurs échanges avec les Conseils départementaux. L'arrêté relatif au financement du fonds d'appui aux bonnes pratiques est paru le 23 décembre 2016. Concernant les SAAD Handicap, UNA a travaillé pour rendre pertinents les indicateurs de ce guide. Ont notamment été retenus le principe d'association des services à l'évaluation des situations, leur apport dans les dispositifs d'une « réponse accompagnée pour tous », l'application d'un tarif minimum et la promotion d'un Contrat Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM) incluant des dispositions d'intérêt général et des modalités de financement hors de l'unité horaire. La possibilité de mailler orientation Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (SAVS)/ Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adulte Handicapé (SAMSAH) et PCH a également été relevée comme une bonne pratique.



Rapport de l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) sur l'évaluation des expérimentations relatives à la tarification des SAAD

Le rapport de l'IGAS présenté lors d'une réunion technique du COPIL de refondation des services, le 10 juin 2015, est venu confirmer les constats qui ont amené l'Assemblée des Départements de France (ADF) et les fédérations du secteur à proposer une refonte du système de tarification des SAAD. Rendue possible par la loi de finance pour 2012, l'expérimentation de la réforme de la tarification des SAAD par des départements et des services volontaires a permis de tester concrètement le projet et d'en mesurer les effets sur les différents acteurs du secteur. Rappelons que UNA fut à la pointe de ces travaux initiés en 2010 avec l'ADF et les fédérations œuvrant dans le secteur du domicile. UNA a activement contribué à l'élaboration de ce rapport notamment par le biais d'une audition et l'envoi de pièces complémentaires à l'issue de cette audition.

■ ***Retrouvez ces informations sur l'espace adhérent UNA rubrique Financement***

PARTIE 2

UN SYNDICAT D'EMPLOYEURS RESPONSABLES



UNA, UN SYNDICAT ENGAGÉ !

UNA EST UN ACTEUR MAJEUR DU DIALOGUE SOCIAL AU SEIN DE LA BRANCHE DE L'AIDE, DE L'ACCOMPAGNEMENT, DES SOINS ET DES SERVICES À DOMICILE (BAD). UNA EST AINSI MEMBRE DE DROIT DE TOUTES LES INSTANCES PARITAIRES NATIONALES ET RÉGIONALES

CHIFFRES CLÉS

25% *des salariés perçoivent le SMIC après l'augmentation de 0,6% au 1er janvier*

48 *notes d'information publiées dans la newsletter*

9 *avenants à la Convention Collective de Branche (CCB) signés*

7 *avenants agréés*

1% *taux d'évolution de la masse salariale annoncé lors de la conférence salariale du 4 février 2016*

7 *commissions mixtes paritaires de négociation*

Signataire de la convention collective de branche, UNA participe à toutes les négociations de branche et œuvre afin que les dispositions conventionnelles soient les mieux adaptées aux besoins des structures et des publics accompagnés.

UNA est également membre fondateur de l'Union Syndicale de la branche (USB) Domicile qui réunit les 4 fédérations employeurs de la branche.

UNA est aussi un acteur du dialogue social multi professionnel et national. UNA est notamment force de proposition auprès de l'Union des Employeurs de l'Économie Sociale et Solidaire (UDES), sur les sujets économiques et sociaux. UNA est également membre du Conseil d'administration et du Bureau de l'OPCA de branche, UNIFORMATION.



COMMISSIONS, COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL

UNA prépare les positions communes des employeurs de la branche en amont des négociations.

UNA est membre de la commission mixte paritaire de négociation mais également de la commission nationale paritaire d'interprétation, de la commission de suivi des régimes de protection sociale, de la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle et de l'ensemble des groupes de travail paritaires et comités de pilotage organisés au niveau de notre branche.

Les positions de la fédération sont validées par son Conseil d'administration et font l'objet d'un travail préalable au sein du groupe fonction employeur ainsi que de la commission nationale des directeurs le cas échéant.

TEMPS FORTS 2016

- **29 janvier**
  Décret relatif au diplôme d'État d'Accompagnant Éducatif et Social (DEAES)
- **Février**
  Lancement du second rapport de branche
- **Avril**
  Début de la première mesure de la représentativité patronale

  Reconduction de la plateforme d'écoute et de soutien psychologique de branche
- **Juillet**
  Début des travaux en vue du référentiel pénibilité de branche
- **Octobre**
  Lancement du site de branche : aideadomicile-labranche.fr
- **Décembre**
  Fin de l'EDEC de branche et diffusion des outils



Manuella PINTO - Directrice des Relations sociales - **Contact : m.pinto@una.fr**

EVÉNEMENTS

- ***4 février***
  Conférence salariale annuelle des établissements et services sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif
- ***Février***
  Lancement du GEIQ ADI Alpin, première formation interdépartementale de Technicien d'Intervention Sociale et Familiale (TISF)
- ***14 septembre***
  Remise du prix du concours photo 1métier#en1clic organisé par UNIFORMATION
- ***8 novembre***
  Colloque UDES « Égalité professionnelle : pour agir ensemble dans l'économie sociale et solidaire »
- ***22 novembre***
  Journée de rencontre nationale entre les membres de la CPNEFP et des CPREFP

ACTIVITÉS **2016**

UNA assure la présidence de l'USB depuis le 1er juillet. Elle assure à ce titre les relations entre les fédérations employeurs de la branche et les organisations syndicales, les partenaires de la branche et les pouvoirs publics.

L'État lance la première mesure de la représentativité patronale prévue par la loi du 5 mars 2014 relative notamment à la démocratie sociale. Les 4 fédérations employeurs de la branche décident de porter une candidature commune au titre de la branche, celle de l'USB.

En 2016, les partenaires sociaux actent l'échec des négociations sur le sujet de la durée minimale de travail des temps partiels en raison de points d'achoppements majeurs (majoration des heures excédentaires pour les temps partiels modulés, contrepartie aux interruptions notamment).

Le régime de frais de santé fait l'objet de modifications visant principalement à rééquilibrer le régime.

Le site de branche www.aideadomicile-labranche.fr est lancé fin octobre. Il comporte une partie grand public et une partie réservée aux structures et salariés de la branche.

UNA défend et promeut l'ambition forte de la branche en matière de professionnalisation et de qualification.

À ce titre, UNA est membre de la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation professionnelle (CPNEFP) et de l'Observatoire de branche.

UNA est également représentée au sein du collège employeur des Commissions Paritaires Régionales de l'Emploi et de la Formation professionnelle (CPREF).

UNA participe également au pilotage de la gestion des fonds de la formation mutualisés de la branche en tant que membre de la section paritaire professionnelle.

UNA AU SEIN DU CHAMP MULTIPROFESSIONNEL

UNA participe à l'ensemble des travaux menés au sein de l'UDES.

Les premiers mois de l'année sont fortement marqués par le projet de loi Travail. UNA participe à la rédaction d'amendements.

Au cours du premier semestre, l'UDES contribue au plan d'urgence pour l'emploi en formulant 20 propositions concrètes pour lutter contre le chômage de masse.

En avril, Mme Myriam EL KHOMRI, Ministre du Travail, remet à l'UDES le label Diversité qui récompense son engagement en matière de prévention des discriminations, d'égalité des chances et de promotion de la diversité dans le cadre de la gestion des ressources humaines.

L'UDES intègre le groupe des partenaires sociaux du Conseil d'orientation pour l'emploi (COE) et le Conseil Supérieur de la Prud'homie (CSP).

UDES

UNA est membre du Conseil d'adminstration et du Bureau de l'Union des Employeurs de l'Économie Sociale et Solidaire (UDES) qui regroupe 23 groupements et syndicats d'employeurs (associations, mutuelles, coopératives), 15 branches et secteurs professionnels.

Elle participe également à plusieurs groupes de travail relatifs aux affaires sociales, à l'emploi, la diversité, la protection sociale…

UNA est également membre de la commission régionalisation qui anime le réseau des représentants UDES en région et du groupe de dialogue social et de négociation qui ont pour objectif de négocier des accords multiprofessionnels.

La fédération est aussi membre au titre de l'UDES du Conseil d'administration de l'Association des Employeurs de l'Économie Sociale (AEES) et de l'Association Prud'hommes Formation des Employeurs de l'Économie Sociale (APFEES). Ces organisations ont vocation à préparer les futures désignations prud'homales et à organiser la formation des conseillers prud'homaux de l'ESS.

CHIFFRES CLÉS

3 *EDEC nationaux*

88% *de réponses à l'enquête réseau visant à mesurer la représentativité UNA*

PRÈS DE 60 *formations « Handicap » réalisées dans le réseau*

TEMPS FORTS 2016 suite

- **14 mars**
  Audition par l'Inspection Générale des Finances (IGF)
- **4 mai**
  Participation au premier comité de pilotage du baromètre « Qualité de vie au travail dans l'ESS » 2ème édition pilotée par Chorum
- **Mai**
  Publication du guide UDES « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans l'ESS »
- **1er août**
  Entrée en vigueur des avenants 24, 25, 26 et 31
- **8 août**
  Publication au journal officiel de la loi relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels
- **28 novembre et 12 décembre**
  Élections syndicales dans les Très Petites Entreprises (TPE)
- **Décembre**
  Dépôt du dossier de l'USB au titre de la représentativité patronale

EDEC

UNA et les 3 autres fédérations employeurs de la branche sont engagées dans trois EDEC nationaux (« accord-cadre signé entre l'État, les partenaires sociaux, les organisations professionnelles et tout organisme nécessaire à la bonne fin du projet »).

- **L'EDEC de branche** signé en 2011 s'achève début 2016. Les outils produits sont diffusés à l'ensemble du réseau sur :
  - la gestion de la deuxième partie de carrière des salariés de plus de 45 ans ;
  - la prévention de la pénibilité et des risques professionnels ;
  - les gisements d'emploi dans la prise en charge à domicile des personnes en situation de handicap, les besoins en compétences et qualifications et l'identification des freins au développement de cette activité.

Ces outils sont également accessibles sur le site de la branche : www.aideadomicile-labranche.fr.

- **L'EDEC autonomie** signé en 2014 se poursuit sur 4 thématiques :
  - **Action 1 :** accompagnement des structures de l'aide à domicile dans l'anticipation et la mise en œuvre de leur gestion des ressources humaines, en privilégiant celles de taille petite ou moyenne, ou celles en difficulté quant au maintien dans l'emploi de leurs salariés.
  - **Action 2 :** accompagner les responsables de secteur ou les accompagnants de proximité afin de renforcer leurs compétences dans l'exercice de leurs missions.
  - **Action 3 :** monter en compétences des intervenants de la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile qui interviennent auprès de personnes en situation de handicap.
  - **Action 4 :** innover dans les pratiques de formation interne pour le développement des compétences des salariés, l'intégration de nouveaux embauchés et la mise en œuvre de formation initiale par alternance.

La finalisation des outils est prévue pour fin 2017.

Sur l'action 2, UNA continue à revendiquer à l'instar des autres fédérations employeurs, la création d'un diplôme de niveau III de travail social pour l'encadrement intermédiaire. Les travaux menés dans le cadre de cet EDEC participent à cette revendication.

- **L'EDEC petite enfance** signé en 2015 vise à produire des outils centrés sur la formation des intervenants et des personnels d'encadrement, pour améliorer les compétences mais aussi les parcours professionnels. Ces actions sont menées avec la branche des acteurs du lien social et familial (crèches et centres sociaux).

PARTIE 3

UNE OFFRE DE SERVICES ADAPTÉE À LA DIVERSITÉ DES BESOINS





De gauche à droite :
Adèle MOULIN, Cheffe de projets modernisation et mutualisation
Katia ROGUIN, Directrice Relations UT et adhérents
Ella NURBEL, Assistante
Contact : a.moulin@una.fr

CHIFFRES CLÉS

69% *des unions territoriales ont mis en place un COPIL*

507 *structures engagées sur 645 structures engageables soit un taux d'engagement de 79%*

83 *départements concernés*

31 *pilotes locaux formés*

PROGRAMME DE MODERNISATION

LA MISE EN PLACE DU PROGRAMME DE MODERNISATION A ÉTÉ ACCOMPAGNÉE PAR L'ÉQUIPE MODERNISATION ET LES EXPERTISES DE L'UNION NATIONALE EN APPUI DES 35 UNIONS TERRITORIALES ET PLUS DE 500 STRUCTURES ENGAGÉES

Dans le cadre du programme de modernisation, différentes actions ont été menées :

- Accompagnement politique par le comité national de suivi modernisation pour soutenir les présidents d'unions territoriales
- Accompagnement opérationnel du déploiement par l'Union nationale en lien avec les 35 UT :
  - Entretiens individuels
  - Bilans réalisés semestriellement par les structures engagées du réseau UNA
  - 5,5 journées techniques nationales pour les pilotes locaux
- Création d'un kit de communication disponible sur le site adhérent UNA - Rubrique Modernisation (cf. p.41)
- Construction d'une action de formation « Piloter un projet à dimension économique, sociale et solidaire dans les territoires » avec le CRESS Auvergne Rhône-Alpes, UNA Formation et Uniformation

LES OBJECTIFS

- Analyser les besoins des structures et les opportunités des territoires afin de construire des plans d'actions adaptés

LES ACTIONS

- Module d'autodiagnostic individuel UNApédia sur les 5 actions collectives et systèmes d'information
- Diagnostics territoriaux
- Construction des plans d'actions locaux : choix des actions collectives pour un territoire au regard des résultats de diagnostic, construction des plans d'actions (budget, choix des expertises d'accompagnement)

LES ENGAGEMENTS

- Sur les 538 structures engagées en phase préparatoire, 502 ont confirmé leur engagement en phase de déploiement, 36 se sont retirées du programme, 5 ont rejoint le programme soit 507 structures engagées sur les actions collectives
- 83 départements concernés organisés en 35 unions territoriales

	Nombre de Structures	Nombre de Départements	Nombre de Groupes de travail
Aide et soins	305	55	30
Handicap	225	56	26
Gestion	225	62	25
RH	318	67	35
Réalisations des prestations	40	18	7

- Taux de participation aux chantiers :
  - 76,10% en Ressources humaines
  - 80,25% en Gestion
  - 86,70% en réalisation des prestations
  - 90% en Handicap
- 2/3 des pilotes considèrent que le niveau d'engagement des structures est bon

CHANTIERS COLLECTIFS

Aide et soins

- En 2016, 272 structures issues de 54 départements sont engagées sur le chantier « aide et soins ».
- Le chantier accompagne les adhérents à la définition de leurs orientations stratégiques et au dépôt des dossiers de candidature de l'expérimentation SPASAD. Parmi les 135 projets UNA retenus, les 2/3 sont portés par des structures engagées sur le chantier.
- 18 rencontres partenariales sont animées localement pour :
  - obtenir un positionnement des financeurs sur l'expérimentation SPASAD,
  - permettre le témoignage de structures ayant mis en place des pratiques spécifiques de coordination, partager et communiquer sur les travaux en cours auprès des partenaires du territoire (SSIAD, HAD, CLIC, MAIA,...)

Handicap

- 225 structures sont engagées sur le chantier « handicap » au sein de 26 groupes de travail animés par des experts et pilotés au niveau de l'union territoriale.
- Le chantier accompagne des adhérents pour développer ou optimiser une réponse spécifique destinée aux personnes en situation de handicap. Pour mieux cibler cette réponse, l'axe « handicap » déploie également une dynamique partenariale aux niveaux national et local. Ces démarches seront importantes à articuler avec la mise en œuvre de la démarche « une réponse accompagnée pour tous ».
- L'année 2016 a été celle de la construction des dispositifs nouveaux, 2017 sera celle de leur mise en œuvre à destination des personnes en situation de handicap sur les territoires.

Gestion

- 212 structures sont engagées sur le chantier, 25 groupes de travail majoritairement animés par des experts issus de cabinets de conseil et formation pour un total de 219 réunions de travail sur l'année 2016.
- Les sous-thèmes ont rencontré un succès homogène : 14 unions territoriales sont positionnées sur la détermination des coûts et l'analyse financière, 11 sur la comptabilité analytique et 11 sur la gestion prévisionnelle.
- La qualité des intervenants (compétences, disponibilité, clarté, réactivité), la dynamique de groupe, les temps d'échange sur les pratiques ont été particulièrement appréciés des structures. Le chantier permet une visibilité plus précise et une anticipation des difficultés économiques à travers les outils jugés « complets » par le réseau.
- Les points de difficulté du chantier « gestion » résident principalement dans les changements de personnels présents aux sessions qui peuvent freiner l'appropriation des outils et méthodes par les structures et les groupes de niveaux hétérogènes qui génèrent un peu d'absentéisme (taux de 80% de participation au chantier).

Ressources humaines

- 318 structures sont engagées, 238 réunions d'accompagnement ont eu lieu avec un taux de participation moyen aux réunions de 76,1%.
- Mise en place d'outils RH et d'indicateurs RH très appréciés. Travaux menés en mode projet, ou en co-développement. Travaux partenariaux avec Pôle Emploi et les CARSAT mis en place.
- Première capitalisation des indicateurs RH : taux d'absentéisme moyen (15,36%), le taux de recours aux CDD de remplacement (10,24%).

Réalisation des prestations

- Taux d'avancement des plans d'actions entre 41% et 80%. Taux de participation des structures aux réunions : 100% pour 5 territoires et entre 50 et 87% pour les 4 autres.
- Principaux bénéfices perçus : montée en compétences des professionnels, élaboration d'outils de travail communs et partagés, meilleure efficacité des organisations et création d'une dynamique réseau.
- Premiers indicateurs : 78,9% des structures engagées peuvent maintenant mesurer le taux de satisfaction de leurs clients à l'aide d'enquêtes de satisfaction (52,6% au début du chantier). 89,5% des structures engagées prennent en compte le mécontentement exprimé par les personnes aidées et accompagnées (55,3% au début du chantier).

PROJETS INDIVIDUELS

Mutualisation

- 28 projets pilotés par des experts en 2016
- 4 commissions nationales mutualisation en 2016
- Une majorité de projets envisageant une fusion

Audits/accompagnements

- 37 audits financés en 2016
- 26 accompagnements à la mise en œuvre
- 7 diagnostics d'urgence
- 33 projets démarrés ou en prévision pour 2017

Systèmes d'information

Le dispositif de soutien financier réservé aux structures engagées dans les autres chantiers collectifs et permettant d'accompagner les structures dans la modernisation de leur système d'information a parfaitement fonctionné en 2016. Les critères d'éligibilité des dossiers sont restés les mêmes, les 3 éléments principaux étant :

1. L'amélioration de l'organisation interne, des méthodes de travail et des pratiques de bonne gestion
2. La mutualisation des logiciels, du paramétrage et/ou des serveurs
3. L'amélioration significative de la sécurité du système d'information, hors matériel et serveur

Le nombre de dossiers déposés a augmenté de 46%.

Plus de 70% des dossiers ont été acceptés, soit un taux en recul par rapport à 2015 mais qui s'explique par des dossiers déposés en 2016 qui portaient en réalité sur des réalisations 2015. Le strict respect des exercices comptables est incontournable.

RELATIONS UNIONS TERRITORIALES ET ADHÉRENTS

LE PÔLE RELATIONS UNIONS TERRITORIALES (UT) ET ADHÉRENTS A POUR OBJECTIFS D'ACCOMPAGNER LE RÉSEAU :

- Pour le pilotage général, la coordination opérationnelle et le suivi financier du programme de modernisation en lien avec la CNSA
- Pour la coordination et le pilotage opérationnel des systèmes d'information, en conseil et accompagnement du réseau et au niveau national (Observatoire du réseau)
- Pour l'accompagnement du réseau dans les travaux de transformation territoriale et organisationnelle (loi NOTRe, réforme statutaire…)
- Pour la promotion, le traitement et le suivi de la relation adhérent, l'accueil et l'intégration des nouveaux adhérents

CHIFFRES CLÉS

63 *unions départementales et interdépartementales*

20 *unions régionales*

6 *grandes régions à constituer : Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Grand Est, Hauts-de-France, Nouvelle Aquitaine, Occitanie*

1 *grande région déjà constituée : Normandie*

5 *régions dont le périmètre n'évolue pas : Bretagne, Centre-Val de Loire, Ile-de-France, PACA-Corse, Pays de la Loire*

LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

Entièrement consacrée à la réorganisation territoriale (incidences de la loi NOTRe) et aux évolutions statutaires, la conférence des présidents du 23 mars 2016 a rassemblé près d'une centaine de participants représentant l'ensemble des unions territoriales du réseau. Elle avait pour objectif d'expliciter les enjeux liés à la transformation du réseau, que ce soit en matière de cadrage statutaire, de futur schéma organisationnel ou encore de modèle économique des unions territoriales.

TEMPS FORTS 2016

- Organisation et animation de la conférence des présidents du 23 mars 2016
- Présentation en Assemblée générale 2016 des nouveaux statuts et règlement intérieur type pour les unions territoriales



RENCONTRES TERRITORIALES

Afin d'accompagner les unions dans la mise en œuvre de la réforme territoriale et la bonne compréhension des enjeux liés à la réforme statutaire, la Direction relations UT et adhérents a assuré l'animation d'une quarantaine de rencontres territoriales en lien avec les gouvernances locales.

Ces rencontres ont permis d'engager localement les réflexions en matière d'évolution statutaire et de nouveaux projets associatifs pour les futures grandes régions.



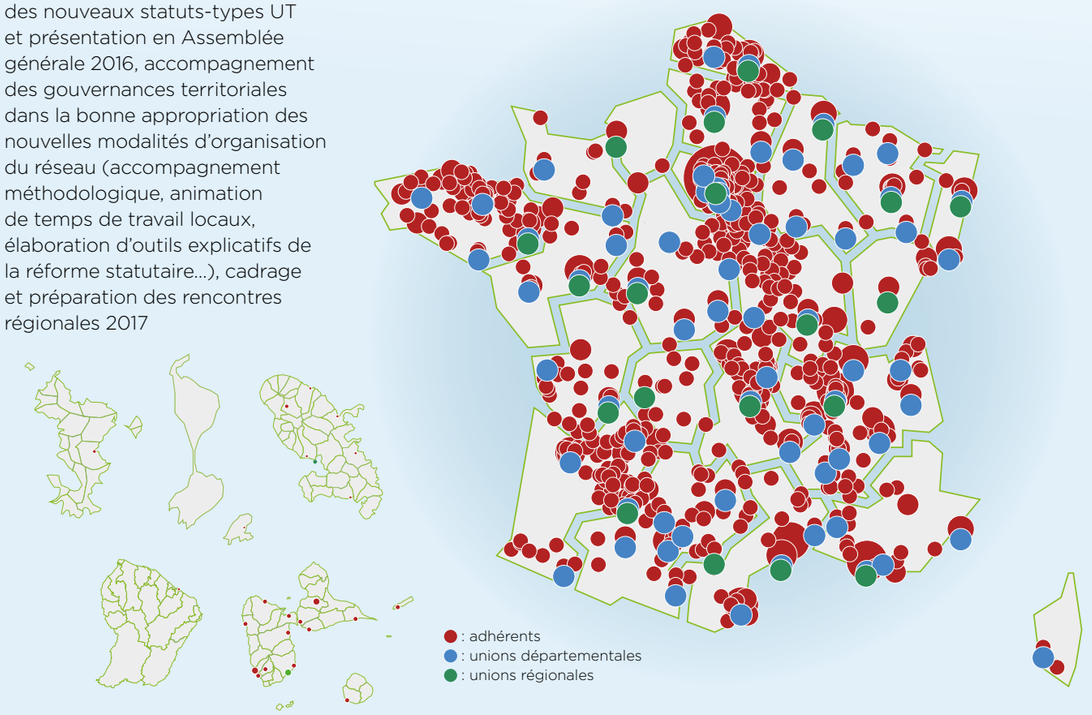
Katia ROGUIN, Directrice Relations UT et Adhérents - Philippe METAIS, Chef de projet relation adhérents - **Contact : k.roguin@una.fr**

ACTIVITÉS 2016

Modernisation
Négociation de l'avenant 2017 avec la CNSA, animation du Comité de suivi Modernisation et du COPIL interne, reporting aux instances

Relations UT
Participation à l'élaboration des nouveaux statuts-types UT et présentation en Assemblée générale 2016, accompagnement des gouvernances territoriales dans la bonne appropriation des nouvelles modalités d'organisation du réseau (accompagnement méthodologique, animation de temps de travail locaux, élaboration d'outils explicatifs de la réforme statutaire…), cadrage et préparation des rencontres régionales 2017

Relations adhérents
Gestion quotidienne de la relation adhérents (traitement des demandes spécifiques, médiation adhérents/UT…), accompagnement du réseau dans la mise en œuvre de la réforme de la base de calcul de la cotisation (simulateur de cotisation dans UNApédia, information aux UT), campagne d'adhésion en direction des structures non fédérées





Cécile GAUTIER, Chargée de mission
Line LARTIGUE-DOUCOURE, Directrice Santé/Personnes âgées
Contact : c.gautier@una.fr ; l.lartigue@una.fr

CHIFFRES CLÉS

80% *des heures d'aide à domicile sont réalisées auprès des personnes âgées de plus de 60 ans*

93 *des places de SSIAD autorisés, sont dédiées aux personnes âgées dépendantes au sein du réseau UNA*

PERSONNES ÂGÉES

TEMPS FORTS 2016

- **22 Septembre**
  Colloque de l'ANGDM (Agence Nationale pour la Garantie des Droits des Mineurs) présentation des prestations proposées par les services d'aide et de soins à domicile du réseau UNA au bénéfice des retraités du régime minier
- **8 mars**
  Colloque « Nous n'en avons pas fini avec la maltraitance » organisé par la FEHAP où UNA a présenté les actions et propositions pour prévenir et lutter contre la maltraitance des personnes âgées dépendantes

Prévention de la perte d'autonomie et conférences des financeurs

Une démarche est conduite afin de proposer la participation des structures du réseau aux travaux d'identification des besoins et des actions développées sur les territoires, menés par les conférences des financeurs.

Pour clarifier le fonctionnement et les financements des conférences des financeurs, un dossier spécial « conférences des financeurs » est proposé aux adhérents. Il comprend des fiches techniques et pédagogiques sur le fonctionnement des conférences, des exemples d'actions de prévention du réseau et des outils.

Des actions en partenariat :

- **Humanis**

Humanis, acteur de la protection sociale à but non lucratif, s'est engagé dans une démarche innovante de conception de nouveaux services à forte utilité sociale. Pour définir les contours d'une offre de service innovante, il réunit à l'occasion d'un atelier collaboratif des partenaires dont UNA.

- **MACIF**

La convention de partenariat MACIF/UNA se poursuit en 2016. Elle vise à mener une réflexion conjointe sur la sécurisation des parcours de vie des personnes en perte d'autonomie liée à l'accident, la maladie et le vieillissement.
Elle se concrétise par la production d'une note de réflexion, sur les questions de perte d'autonomie et la participation de UNA au séminaire inter-partenaire organisé par la MACIF en novembre.

- **Coallia**

UNA et Coallia signe pour l'année une convention de partenariat afin de faire émerger des synergies dans les territoires entre les services d'aide et de soins à domicile du réseau UNA et les établissements et services médico-sociaux Coallia Soleil. Une rencontre entre des structures UNA et Coallia s'organise en novembre pour permettre aux acteurs de 3 territoires d'identifier des projets partagés.



Anaïs PERELMAN, Cheffe de projets développement
Pascale WEILL, Directrice Petite enfance-Famille-Handicap
Contact : a.perelman@una.fr

CHIFFRES CLÉS

110 *structures ont développé l'activité*

93 *ont un service de garde d'enfants*

17 *gestionnaires Établissements d'Accueil de Jeunes Enfants (EAJE)*

30 *établissements sur le territoire (multi-accueil, micro-crèche, halte-garderie)*

PETITE ENFANCE

L'ÉQUIPE PETITE ENFANCE DE UNA ACCOMPAGNE QUOTIDIENNEMENT LES ADHÉRENTS DANS LE DÉVELOPPEMENT ET LA CRÉATION D'UNE ACTIVITÉ PETITE ENFANCE NOTAMMENT SUR LA COMPLÉMENTARITÉ DE L'ACCUEIL INDIVIDUEL ET COLLECTIF. UNA SE POSITIONNE COMME UN ACTEUR CLÉ DE LA PETITE ENFANCE AUPRÈS DES POUVOIRS PUBLICS, MAIS AUSSI DES ENTREPRISES ET DES ACTEURS LOCAUX

COMMISSIONS, GROUPES DE TRAVAIL

Groupe de travail Petite enfance et famille : il s'est réuni 3 fois pour travailler sur la 2ème phase du partenariat avec la MISAP sur le service de garde d'enfants à domicile, sur l'EDEC petite enfance et les formations ainsi que sur les rencontres avec l'Association des Maires de France (salon des Maires et des Collectivités Locales), Agapi et Action Tank Entreprise et Pauvreté.

Ce lieu d'échanges permet également de partager les positions de UNA par rapport aux travaux de la CNAF (Caisse Nationale d'Allocations Familiales).

Création du groupe « Enfant-Phare » : à destination des gestionnaires d'établissements d'accueil de jeunes enfants.

Comité partenarial petite enfance de la CNAF : 2 rencontres en 2016 et l'occasion d'y défendre la garde d'enfants et, par mandat de délégation, la place des 4 fédérations du domicile dans les dispositifs pour les jeunes enfants.

Petite enfance UNIOPSS : lieu d'échanges et de réflexions avec les différents acteurs de la petite enfance de l'Économie Sociale et Solidaire (nouvelle convention d'objectifs et de gestion (COG), sécurité dans les EAJE, bilan Prestation de Service Unique (PSU), crèches « AVIP »,...).

TEMPS FORTS 2016

6 jours pour 1 projet

Après 4 jours de formation généraliste, (UNA Formation) un cycle de 6 jours sur 6 mois de formation-action : ingénierie du projet, partenariats locaux, aspects techniques, réglementaires et budgétaires.

- **Participation au rapport GIAMPINO**
- **Bilan de la 1ere phase de l'expérimentation MISAP sur la garde d'enfant au domicile parental**



Cécile GAUTIER, Chargée de mission - Line LARTIGUE-DOUCOURE, Directrice Santé/Personnes âgées - Contact : c.gautier@una.fr ; l.lartigue@una.fr

SANTÉ ET SOINS

L'ÉQUIPE SANTÉ DE UNA ASSURE LA REPRÉSENTATION ET L'ACCOMPAGNEMENT DES SERVICES DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE, (SSIAD), DES CENTRES DE SANTÉ INFIRMIERS (CSI) ET DES SERVICES POLYVALENTS D'AIDE ET DE SOINS À DOMICILE (SPASAD) DU RÉSEAU

- Elle représente les CSI du réseau au sein des instances paritaires de la CNAMTS
- Elle défend le rôle et les missions des SSIAD et assure la promotion des SPASAD auprès des pouvoirs publics
- Elle fait valoir l'importance des acteurs du domicile dans la prise en charge des maladies neurodégénératives, des pathologies chroniques et dans l'accompagnement de la fin de vie
- Elle élabore, avec l'appui des groupes de travail composés de professionnels et administrateurs du réseau, des méthodologies et des outils techniques pour favoriser la prise en compte par les services des évolutions réglementaires et organisationnelles
- Elle participe à la reconnaissance des services à domicile comme acteurs de la prévention, notamment dans le cadre de la création des conférences des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie

CHIFFRES CLÉS

135 *projets de SPASAD expérimentaux portés par 133 structures UNA sur 53 départements*

60 *SSIAD*

31 *CSI*



GROUPES DE TRAVAIL

SPASAD • Composé de structures du réseau organisées en SPASAD, le groupe de travail s'est réuni 3 fois pour traiter des sujets en lien avec le lancement de l'expérimentation SPASAD : réflexions et travail sur le périmètre des SPASAD, sur les indicateurs d'évaluation, la négociation du CPOM, la convention de partenariat, le système d'information etc.

CSI • Il réunit des directeurs et responsables de centres de santé infirmiers qui analyse l'impact de l'Accord National des centres de santé et contribuent à l'outillage du réseau pour accompagner la mise en œuvre de cet accord.



EVÉNEMENTS

Participation à 18 temps d'échanges en région sur le lancement et la mise en œuvre de l'expérimentation SPASAD

16-18 mai : participation au salon Paris Healthcare Week et organisation de la conférence : « Le domicile, acteur des parcours de santé »

6-7 octobre : journée nationale sur l'Accord National des Centres de Santé auprès des représentants dans les commissions Paritaires Régionales et rencontre technique avec les éditeurs de logiciels pour centres de santé

TEMPS FORTS 2016

- **Lancement des appels à candidature « SPASAD intégrés » des Agences Régionales de Santé (ARS) et Conseils départementaux**
- **Parution de la loi de modernisation de notre système de santé et de ses décrets d'application**
- **Déploiement du chantier « aide et soins » du programme de modernisation**
- **Réalisation de 2 sondages auprès des adhérents sur les actions de prévention mises en œuvre et le recensement des structures souhaitant participer à l'expérimentation SPASAD**

ACTIVITÉS 2016

Coordination et SPASAD

Un dossier spécial « Expérimentation SPASAD » est constitué de manière à accompagner les structures souhaitant candidater à l'expérimentation SPASAD prévue par la loi ASV. Les outils produits sont par exemple les trames de lettre d'intention, de dossier de candidature à l'expérimentation, et de convention SAAD/SSIAD, des fiches techniques relatives aux modes de constitution et de financements, des modèles de courrier de candidature aux comités de pilotages régionaux pour les unions territoriales.

SSIAD et relations avec les Caisses Primaires d'Assurance Maladie (CPAM)

Après plusieurs interpellations des SSIAD du réseau suite à des réclamations d'indus par leur CPAM, UNA élabore un modèle de courrier et propose aux adhérents une démarche de gestion des indus.

CSI : des modèles de pièces justificatives

Pour justifier des engagements de l'Accord national des centres de santé, des modèles de pièces sont élaborés avec le groupe de travail CSI sur les missions de santé publique, attestation de stage, démarche qualité.

HANDICAP

CHIFFRES CLÉS

572 *services prestataires proposent une aide et un accompagnement aux personnes en situation de handicap*

39 *services labellisés CAP HANDEO*

+de 500 *formations « Handicap » réalisées dans le réseau*

AU SEIN DU PÔLE « SANTÉ – SOCIAL », L'ÉQUIPE « HANDICAP » DE UNA REPRÉSENTE ET DÉFEND LES INTÉRÊTS DES ACTEURS « HANDICAP » DU RÉSEAU ET ACCOMPAGNE QUOTIDIENNEMENT LES ADHÉRENTS DANS LA CONDUITE ET LE DÉVELOPPEMENT DE LEUR ACTIVITÉ, Y COMPRIS VIA LE CHANTIER « HANDICAP » DU PROGRAMME DE MODERNISATION UNA

COMMISSIONS, GROUPES DE TRAVAIL

Commission « handicap » : 2 réunions sur cette année. Elles ont eu pour thème, la poursuite des travaux avec Handéo et les échanges concernant la mise en œuvre de la démarche « une réponse accompagnée pour tous ». La commission se déroule dans la suite des rencontres partenariales nationales, organisées dans le cadre du chantier « Handicap » du programme de modernisation.

L'équipe « handicap » s'est impliquée dans les travaux suivants :

- Commission et groupes de travail UNIOPSS
- Observatoire de l'aide humaine de Handéo
- Mission Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) sur la Prestation de Compensation du Handicap (PCH)
- Groupe de réflexion sur l'habitat partagé « Handicap et habitat »
- Commissions « compensation » et « santé » du Conseil National Consultatif des Personnes Handicapées (CNCPH) (avec le concours des équipes Santé et Juridique)

CNCPH (Madame MARTEL, Présidente honoraire) : l'année 2016 a vu le renouvellement du CNCPH, l'ouverture d'une nouvelle mandature avec l'application de la loi sur la parité et l'entrée de plusieurs associations. La gouvernance a été modifiée avec une nouvelle présidente Madame Dominique GILLOT, ancienne ministre et l'entrée en fonction de 4 Vice-présidents. À noter l'influence des suites données au rapport PIVETEAU « Zéro sans solution » et sa mise en œuvre dans de nombreux départements. À noter encore la création d'une nouvelle commission dévolue à la santé à laquelle participe UNA. Malgré l'inflexion forte de la société pour devenir une société véritablement inclusive, restent de nombreux points à travailler : la flexibilité toujours, l'accompagnement des personnes en situation de handicap psychique, qui concernent particulièrement nos services, et pour lesquels nous avons un grand besoin de formations adaptées et de moyens d'intervention. Le CNCPH s'efforce de répondre à tous ces besoins et UNA y travaille avec conviction.

Accessibilité et mise aux normes : vigilance et informations sur les obligations légales des structures au regard de l'accessibilité, qui vaut pour tous.



TEMPS FORTS 2016

- **Première rencontre entre le nouveau président de UNA et le Président de Handéo**
- **Suivi et animation du chantier « Handicap » du programme de modernisation pour 250 structures engagées**
- **Intégration des travaux UNIOPSS sur SÉRAFIN PH**
- **Travaux du Pôle Santé-social sur les limites entre aides et soins**
- **Changement de mandature du CNCPH et nouvelles commissions de travail**
- **Animation d'une agora au congrès de l'Uniopss « L'aide à domicile auprès des enfants en situation de handicap : vers une société inclusive ? »**



Pascale WEILL, Directrice Petite enfance-Famille-Handicap - Elise DESORBAIS, Chargée de mission Handicap-Famille - **Contact : p.weill@una.fr**

FAMILLE

224 *services proposent une aide et un accompagnement aux familles*

AU SEIN DU PÔLE « SANTÉ – SOCIAL », L'ÉQUIPE « FAMILLE » DE UNA REPRÉSENTE ET DÉFEND LES INTÉRÊTS DES ACTEURS « FAMILLES » DU RÉSEAU ET ACCOMPAGNE QUOTIDIENNEMENT LES ADHÉRENTS DANS LA CONDUITE ET LE DÉVELOPPEMENT DE LEUR ACTIVITÉ



COMMISSIONS, GROUPES DE TRAVAIL

Commission « Petite enfance-Famille » : 3 commissions ont ponctué l'année. Elles ont principalement porté sur la feuille de route et la réforme de la protection de l'enfance, sur les textes et le cahier des charges CNAF et sur le guide de bonnes pratiques, fin 2016.

Participation aux commissions régionales « Petite enfance-Famille »

- Première rencontre sur le Grand Ouest
- Participation aux rencontres UNA Rhône Alpes

Poursuite des travaux sur la charte de la laïcité : en suivi interfédéral, UNA a contribué aux travaux sur la mise en œuvre de la feuille de route « Laïcité et valeur de la République ».

L'équipe « Famille » participe aux travaux suivants :

- Commission et groupes de travail UNIOPSS
- Outil de recueil des données en aide à domicile de la CNAF
- Travaux sur la feuille de route pour la protection de l'enfance 2015-2017
- Maillage de nouveaux partenariats : Familles Rurales, Action tank « Entreprise et Pauvreté », Collectif Alerte !
- Poursuite des collaborations avec la Conférence Nationale des Mouvements Familiaux de l'UNAF

TEMPS FORTS 2016

- **Représentation interfédérale aux travaux sur le Projet Pour l'Enfant (PPE)**
- **Travaux de réflexion sur le soutien à la parentalité en entreprise**
- **Participation à l'élaboration du cahier des charges SAAD Famille CNAF**
- **Obtention d'un siège au Conseil National de la Protection de l'Enfance (UNA y représente aussi Adessadomicile)**



PARTENARIATS

NOUVEAUX PARTENARIATS 2016

Signature d'une convention de partenariat entre UNA et l'Uniopss

À l'occasion du 32ème congrès de l'Uniopss qui s'est tenu du 30 mars au 1er avril au Corum de Montpellier, Francis CONTIS, Président UNA et Patrick DOUTRELIGNE, Président de l'Uniopss ont signé une convention de partenariat d'une durée de 3 ans. Le partenariat conclu entre UNA et l'Uniopss porte sur le Dispositif Local d'Accompagnement (DLA). Ce dispositif public présent sur tout le territoire a offert aux structures d'utilité sociale la possibilité de se faire accompagner, le plus souvent gratuitement, dans leurs démarches de création, de consolidation et de développement de l'emploi.

Signature d'un accord-cadre entre UNA et l'association COALLIA

UNA et l'association COALLIA, experte en termes de logement, de soins et d'accompagnement des personnes en difficulté, ont signé un accord-cadre le 11 avril pour concevoir ensemble un certain nombre de projets afin de développer des compétences communes et/ou complémentaires au service des personnes en difficulté :

- Échanges de formations dédiées aux personnels des deux organismes
- Étude de « plateformes communes de services » permettant à terme d'offrir aux personnes vulnérables d'un territoire une continuité dans leurs parcours de vie
- Création potentielle d'une offre de services d'aide à domicile UNA au profit des résidents vieillissants des foyers de travailleurs migrants ou de résidences sociales gérés par COALLIA
- Assistance technico-financière de COALLIA en cas de déficience d'un des membres du réseau UNA

Signature d'une convention de partenariat entre UNA et l'Association d'Aide et de Soins à Domicile aux Personnes Âgées du Congo (A.A.S.D.P.A.C) :

Dans le cadre du renforcement de l'action de l'A.A.S.D.P.A.C au profit des populations vieillissantes de la République du Congo et du développement de leur accompagnement, l'A.A.S.D.P.A.C a sollicité UNA pour bénéficier de son expertise et celle de ses adhérents dans l'objectif de capitaliser ses expériences et de développer sa notoriété. Cette convention, signée le 22 juin, a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les parties conviennent de collaborer ensemble par la mise en place d'un programme d'appui aux actions menées par l'A.A.S.D.P.A.C auprès des pouvoirs publics, partenaires privés, confédérations syndicales et associations, pour promouvoir l'accès aux services de santé et aux soins à domicile des populations vulnérables de la République du Congo.

UNA, 1er réseau du domicile à s'engager dans un partenariat ambitieux avec Ecolife

Dans le but de compléter les actions menées par le réseau dans le domaine du développement durable, UNA s'est engagée dans la lutte contre la précarité énergétique avec Ecolife, spécialisé dans le dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE).
Une phase d'expérimentation s'est déroulée auprès de 2 structures du réseau entre mai et décembre 2016 : distribution gratuite d'un kit hydro-économe à destination de 350 bénéficiaires en situation de grande précarité énergétique et construction d'un protocole conjoint. En fin d'année, cette action a été complétée par la distribution d'un kit d'ampoules LED que nous souhaitons poursuivre en 2017.
La convention de partenariat permettra aux 850 adhérents de bénéficier d'outils pour mener à bien des actions auprès des publics vulnérables. UNA est le 1er réseau de services aux domiciles à s'inscrire dans cette démarche.

Christophe PELLETIER,
Responsable Qualité et évaluation
Contact : c.pelletier@una.fr



QUALITÉ ET ÉVALUATION

LES MISSIONS DU PÔLE QUALITÉ DE UNA POURSUIVENT PLUSIEURS OBJECTIFS :

- Représenter les intérêts du réseau (Ministères, Administrations centrales, ANESM, DGE/MISAP, AFNOR, Cap'Handéo, etc.)
- Accompagner et outiller les structures adhérentes dans les démarches d'amélioration continue de la qualité, la procédure d'évaluation, les démarches RSE, et sur la question de la place et du rôle des usagers dans la gouvernance
- Apporter un soutien méthodologique et technique aux structures lors du renouvellement de leur agrément ou de leur autorisation
- Informer, animer et former le réseau des référents qualité et des référents évaluation

CHIFFRES CLÉS

150 *structures certifiées « NF Service »*

40 *structures labellisées « Cap'Handéo »*

7 *Flashs qualité*

TEMPS FORTS 2016

- **Table ronde « Valoriser sa structure à travers la démarche RSE » au séminaire des directeurs du Touquet le 13 mai 2016**
- **Article « La démarche RSE pour une structure », DOC'Domicile n°42 de mai-juin-juillet 2016**
- **Publication du guide UNA et de la plaquette institutionnelle UNA « Place et Rôle des usagers au sein de notre gouvernance et de nos métiers » en juin 2016**
- **Atelier « Place et Rôle des usagers dans la gouvernance de nos structures » au séminaire des administrateurs de Lyon le 4 novembre 2016**



ACTIVITÉS 2016

Plusieurs dossiers ont été pilotés et mis en œuvre pour le réseau :

- Démarches qualité et la certification de services
- Procédure d'évaluation interne et externe
- Poursuite du chantier « Réalisation des prestations » de la 2ème tranche du programme de modernisation
- Participation à la construction du dispositif d'adhésion à la « Charte Nationale Qualité » et de médiation de la consommation
- Mise en œuvre de la motion « Usagers » de l'Assemblée générale de UNA de juin 2015
- Projets RSE

COMMUNICATION, LOBBYING ET ÉVÉNEMENTIEL

Le pôle « Communication, lobbying et événementiel (CLE) » a été créé en septembre 2015 afin de répondre aux attentes politiques et opérationnelles fortes de UNA, de ses instances et de ses adhérents.

Les trois fonctions regroupées au sein de ce pôle doivent contribuer à atteindre les résultats visés par le plan stratégique UNA 2016-2020 adopté le 3 décembre 2015 par le Conseil d'administration de UNA.

OBJECTIFS DU PÔLE CLE : PROMOUVOIR, RENDRE VISIBLE ET VALORISER L'ACTIVITÉ, LES VALEURS ET LES PROBLÉMATIQUES DU SECTEUR, DES ADHÉRENTS UNA ET DE L'UNION NATIONALE

MISSIONS DU PÔLE

Pilotage : mettre en œuvre la stratégie CLE de UNA et coordonner les fonctions CLE de UNA

Communication	Lobbying	Événementiel
Assurer la visibilité de l'activité des adhérents UNA et de la fédération nationale	Rendre visible l'action politique de UNA	Réaliser et participer à des événements pour faire connaitre et promouvoir UNA

RÉSEAUX SOCIAUX

- Nombre de tweets : 330
- Nombre de nouveaux abonnés : 354
- Meilleur tweet : « Le domicile sera demain un lieu de soins » Dr Elisabeth Hubert présidente de la @fnehad_info #AgoraDomCit



@UNAdomicile

- Mention « J'aime » sur la page UNA : 1160 (826 en 2015 soit +40%)
- Meilleure publication : « Être aidé à domicile » expliqué en moins de 3 minutes dans cette vidéo ludique de la CNSA



@/UNAdomicile/

- Création en mars 2015
- 304 abonnés
- Meilleure publication : « Quand la révolution numérique passe la porte des directeurs d'Ehpad »
- 1 groupe « Services à domicile »



https://www.linkedin.com/company/union-national-de-l'aide-des-soins-et-des-services-aux-domiciles-una-

- 188 vidéos
- 2 904 lectures
- 9 chaînes
- 28 albums
- 33 groupes
- 1 espace réservé aux adhérents
- Vidéo la plus regardée : Auxiliaire de Vie Sociale (AVS) - Portrait



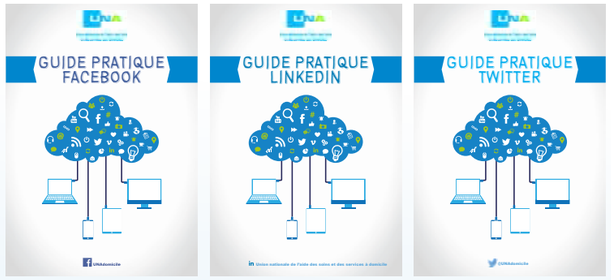
UNATV

TEMPS FORTS 2016

- **3 février**
  Journée nationale loi d'Adaptation de la Société au Vieillissement (ASV) (cf. p.12)
- **12 & 13 mai**
  Séminaire des directeurs au Touquet (cf. p.13)
- **15 septembre**
  Journée nationale « Optimisation de la relation avec les financeurs » (cf. p.12)
- **4 et 5 novembre**
  Séminaire des administrateurs à Lyon (cf. p.14)



Contact : communication@una.fr



WEB

Suite au congrès du domicile 2015, UNA a développé une plateforme complète permettant de créer, organiser et administrer ses événements.

Retrouvez toutes les informations sur les séminaires des directeurs et des administrateurs, les journées nationales d'informations et tous les autres événements sur ce site :

www.lesrendezvousdudomicile.fr

Fiches pratiques

- Faites apparaître votre site dans les premiers résultats de Google
- Améliorez votre visibilité grâce aux annuaires en ligne
- Trouvez de nouveaux clients et de nouveaux intervenants
- Votre structure dans l'annuaire entreprise.gouv.fr

- Des vidéos en ligne : Où ça ? Pourquoi ? Comment ?



NOUVEAUX OUTILS DE COMMUNICATION

Kit modernisation

Plaquette



Infographie





Fiches chantiers

Kit Plan stratégique



Plan stratégique UNA 2016-2020

Synthèse plan stratégique UNA 2016-2020

Kit place et rôle des usagers

Guide



Plaquette



PANORAMA DES ACTIONS DES STRUCTURES DE RÉSEAU

Pour valoriser les actions et accroître la visibilité à l'externe de ses adhérents, UNA a élaboré en 2016 de nombreux supports de communication relatant leurs événements, leurs initiatives, leurs idées et bonnes pratiques. Retrouvez ci-dessous tous les contenus réalisés en 2016.

Ces documents sont disponibles dans la rubrique « Panorama des structures du réseau » du site adhérent UNA.

REPORTAGE

- Retour sur la journée des aidants organisée le 13 avril 2016 à Redon
- Lancement du Pôle Ressources Local Handéo 77 le 13 avril 2016
- Le Réseau APA (Mulhouse), des services multiples pour mieux répondre aux besoins évolutifs des personnes âgées et des personnes en situation de handicap - Le 19 mai 2016
- Inauguration du nouveau siège de l'Association Corse Pour les Personnes Âgées (ACPA) à Alzo di Leva - le 29 septembre 2016
- Assises des services de soins infirmiers à domicile de la Guadeloupe les 6 et 7 octobre 2016
- Accompagnement de salariés atteints de maladies chroniques et de leurs proches - Le 10 novembre 2016

TEMOIGNAGE

- Projet « Passerelles », nouveau système de qualification par Eliad

DOSSIERS THEMATIQUES

- L'essentiel sur la prévention de la perte d'autonomie à domicile

LES BONNES IDÉES DU RÉSEAU

- Une animation de groupe originale autour du dispositif « une réponse accompagnée pour tous »
- Une plateforme innovante pour favoriser le maintien à domicile de personnes par UNA 47
- Le projet personnalisé : un outil clé au service du projet de vie des personnes accompagnées par UNA Pas-de-Calais
- Des coordinateurs sur le terrain par l'AGDA
- Promouvoir le chantier handicap en local par UNA Alsace
- Une démarche concertée pour accompagner les PSH
- Réunion transversale des chantiers RH et Gestion

SALONS 2016

Paris Healthcare Week

Organisée par PG Promotion pour le compte de la Fédération Hospitalière de France (FHF), la Paris Healthcare Week s'est déroulée du 24 au 26 mai.

Des experts de la fédération étaient présents pendant les 3 jours d'exposition afin d'échanger avec les visiteurs et autres professionnels du secteur. Au-delà de sa présence sur un stand, UNA a également animé 2 conférences au sein du forum Grand Âge et Handicap.



Salon des Maires et des Collectivités Locales

UNA expérimente des actions dans le cadre de la lutte contre la précarité énergétique avec l'aide de son partenaire Ecolife et était donc présente à ses côtés lors de ce salon qui s'est tenu les 31 mai, 1er et 2 juin 2016 à Paris. Des experts de la fédération étaient disponibles sur le stand afin d'échanger avec les visiteurs et autres professionnels du secteur.





UNA a organisé son 3ème séminaire des directeurs au Palais des congrès du Touquet les 12 et 13 mai 2016 dont la thématique était « Rêver et Entreprendre ».

Les participants à cet événement ont été invités à se rendre dans le studio de tournage installé pour l'occasion afin de pouvoir partager une réussite, qu'elle soit anecdotique ou révolutionnaire, utopiste ou pragmatique, au profit des usagers ou des salariés.

Le recueil de ces témoignages a permis la réalisation d'une web-série intitulée « Du rêve à la réalité, les succès du réseau UNA » dont les premiers épisodes ont été diffusés dans la newsletter et sur les réseaux sociaux UNA. Ils sont également en ligne sur la chaîne Vimeo UNATV.


Épisode 1 : la garde d'enfants à domicile


Épisode 2 : les nouvelles modalités de recrutement


Épisode 3 : l'habitat partagé


Épisode 4 : concours ABRAPA avec le Conservatoire de Strasbourg


Épisode 5 : la plateforme Facilien


Épisode 6 : la ludothèque mobile

Cette web-série a été réalisée avec la participation de notre partenaire AG2R LA MONDIALE

Salon des services à la personne

À l'occasion de la 10ème édition du salon des services à la personne qui a eu lieu les 15, 16 et 17 novembre 2016 à Paris Porte de Versailles, les fédérations de services à domicile ADMR, Adessadomicile et UNA ont fait le choix de se regrouper en un village afin de donner plus de poids et de visibilité au secteur associatif.





RESSOURCES HUMAINES ET EMPLOI

LE PÔLE ACCOMPAGNE LES ADHÉRENTS SUR LES THÈMES SUIVANTS :

- Accompagnement en ressources humaines
- Suivi et accompagnement des adhérents sur les politiques publiques en matière d'emploi
- Renforcement de l'attractivité du secteur et des métiers
- Prévention des risques professionnels
- Amélioration de la qualité de vie au travail
- Prévention de la pénibilité
- Accompagnement au développement des compétences RH du réseau
- Renforcement de la professionnalisation et accompagnement sur les parcours professionnels, dont la mobilité interne ou externe



COMMISSIONS ET COMITÉS

- Commission employeur : 3 réunions en 2016
- Commissions Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (Cnamts) (Information, Soins) : 6 réunions
- Comité de pilotage USB Domicile sur l'étude portant sur les organisations innovantes : 3 réunions
- Comité de pilotage USB Domicile sur l'étude gestion de l'inaptitude : 13 réunions

CHIFFRES CLÉS

Les premiers indicateurs RH issus des tableaux de bord RH (programme de modernisation)

- Taux d'absentéisme moyen (absence non prévisible + absence prévisible) : 15,36% avec des distinctions notables en fonction de l'effectif :
  - Taux d'absentéisme pour les structures de moins de 100 salariés : 14,82%
  - Taux d'absentéisme pour les structures de plus de 251 salariés : 19,5%
- Taux moyen de recours aux CDD de remplacement : 10,24%, avec des distinctions notables en fonction de l'effectif :
  - Taux de recours aux CDD de remplacement pour les structures de moins de 20 salariés : 29%
  - Taux de recours aux CDD de remplacement pour les structures de 21 à 50 salariés : 10,6%
  - Taux de recours aux CDD de remplacement pour les structures de 51 salariés et plus : 6,52%

TEMPS FORTS 2016

- **Juillet 2016 : pleine application compte personnel de pénibilité**
- **25 janvier 2016 : décret relatif à la création d'une aide à l'embauche pour tout CDI ou CDD de plus de 6 mois**



Hélène LEMASSON-GODIN - Directrice des Ressources humaines Réseau - **Contact : h.godin@una.fr**

ACTIVITÉS 2016

- Chantier RH du programme de modernisation :
  - Accompagnement au déploiement du chantier RH dans 36 groupes de travail
  - Construction du guide prévention des risques, et de nouveaux outils RH
  - Réunions avec les experts RH
- Lancement des travaux en vue de la réalisation d'une campagne nationale de communication sur le recrutement
- Finalisation de l'étude sur les organisations de travail innovantes : réalisation de monographies sur ces organisations de travail innovantes. Diffusion de l'étude et exploitation dans le cadre du chantier RH.
- Réalisation d'une étude relative à la gestion de l'inaptitude
- Poursuite des travaux avec la CNAM-TS en vue de promouvoir les démarches de prévention des risques professionnels pour les salariés du secteur. Création du site dédié : www.prevention-domicile.fr.
- Travaux CNAM-TS afin d'initier des démarches partenariales constructives entre les unions territoriales inscrites dans le chantier RH et les ingénieurs CARSAT dédiés au secteur, dans le cadre du déploiement de la CNO 2013-2017 CNAM-TS.
- Déploiement du dispositif service civique dans le réseau UNA, via l'agrément de l'Uniopss

ÉVÉNEMENTS

UNA présente sur plusieurs forums emploi et métiers en Île-de-France :

- *16 février : Carrefour pour l'Emploi*
- *12 avril : Paris des métiers qui recrutent*
- *6 et 7 octobre : Paris pour l'Emploi*





Marine LEFEVRE, Chargée de mission - Véronique GRELET, Responsable (en appui) - Moussa CAMARA, Chef de projet Gestion et Organisation - **Contact : gestion@una.fr**

GESTION ET FINANCEMENT

LE PÔLE EST CHARGÉ DE L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES SUR TOUTES LES QUESTIONS DE GESTION, D'ORGANISATION ET DE FINANCEMENT

LES PRINCIPALES MISSIONS DU PÔLE SONT :

- D'accompagner des structures en difficulté
- D'informer le réseau sur toutes les évolutions règlementaires et les nouvelles modalités de financement
- De mettre à disposition des outils de pilotage de l'activité des services
- D'assurer la mise en œuvre du chantier « Gestion » du programme de modernisation aussi bien sur le volet collectif qu'individuel
- De représenter UNA à des commissions ou groupes de travail externes relatifs à la gestion, l'organisation et le financement des services à domicile
- D'apporter un soutien aux différents pôles de UNA sur les questions économiques et financières
- De poursuivre le déploiement de l'outil Argos (outil d'aide à la décision) et de produire des analyses de données

ÉVÉNEMENTS

18 mai

Conseil d'administration exceptionnel

Construire des modèles économiques pérennes

- *Vision fiscale, sociale et juridique*
- *Témoignages de modèles innovants et de diversification*

15 septembre

Journée nationale

Optimiser la relation avec les financeurs

- *Retour sur l'étude nationale des coûts et des prestations*
- *Les principes de financement des services sociaux et médico-sociaux*
- *Outils et modalités de conventionnement.*
- *Relations entre services/financeurs et positionnements*

CHIFFRES CLÉS

50 *millions d'euros obtenus avec le fonds d'appui aux bonnes pratiques*

25 *millions d'euros obtenus avec le fonds de restructuration*

400 *structures ayant validé leur saisie ARGOS 2015*

JOURNÉE EXPERTS GESTION

Les experts du chantier Gestion se sont réunis le 2 novembre 2016. À l'ordre du jour figuraient les points suivants :

- Retour sur les bilans semestriels de janvier à juin 2016
- Point d'avancement sur les territoires et les livrables
- Point sur les territoires et structures nécessitant un accompagnement individuel
- Réflexion sur un module collectif complémentaire visant à approfondir la réflexion stratégique des structures
- Liste des mises à jour à apporter sur ARGOS



ACTIVITÉS 2016

Suivi de l'étude nationale de coûts : 50 services d'aide et de soins à domicile répartis sur 10 départements ont participé à l'étude réalisée par les cabinets ENEIS et EY. UNA a participé activement au comité de suivi de cette étude dont les conclusions portant sur l'analyse respective des prestations, des fonctions support et des coûts ont été communiquées au réseau : Espace adhérent : Financement / Études et rapports sur le financement

Dispositifs d'urgence : entre juillet 2015 et décembre 2016, 19 diagnostics d'urgence ont été réalisés. Ces structures représentent 2 428 944 heures de volume d'activité et 2 410 ETP. Le pôle Gestion a déjà pu repérer certaines avancées qui ont permis qu'aucune liquidation, pourtant annoncée, ne se produise pour les structures suivies.

Campagne budgétaire 2016 : comme chaque année, la note budgétaire a été mise à disposition du réseau fin septembre 2016.

Enquête sur la mise en œuvre de la loi ASV : une enquête lancée en avril 2016 nous a permis de faire le point sur la mise en œuvre de la loi ASV et d'alerter les pouvoirs publics sur les difficultés remontées par les services.



TEMPS FORTS 2016

- **Enquête sur la mise en œuvre de la loi ASV envoyée au réseau le 7 avril 2016**
- **Poursuite tout au long de l'année du dispositif d'urgence pour les structures en difficulté**

JURIDIQUE

CHIFFRES CLÉS

Près de **4000** *réponses individuelles apportées*

Environ **30** *déplacements et formations dans le réseau*

24 *questions du jour*

307 *informations, créations et mises à jour de fiches pratiques et modèles*

L'APPUI COLLECTIF

Le service juridique de UNA a pour projet de service de mettre à disposition des adhérents un socle commun de connaissances en matière juridique notamment pour les accompagner dans leur fonction d'employeur. En cela, les adhérents disposent d'un accès à des fiches pratiques portant sur divers thèmes (embauche, absences, discipline, rupture du contrat, relations avec les usagers ou les pouvoirs publics, réglementation du secteur, etc.) ainsi qu'à des informations diffusées dans la newsletter.

L'APPUI INDIVIDUEL

Le service juridique de UNA propose un appui individuel technique et juridique aux adhérents à travers la réponse aux sollicitations par mail, courrier et fax et, pour les urgences, à travers une permanence téléphonique tous les mardis et jeudis matin.



Emilie KOWALYSZYN, Juriste droit des affaires et social - Corinne COELHO-BERTHREU, Responsable juridique
Vincent VINCENTELLI, Responsable réglementation secteurs d'activité - Bérengère LUCHTENS, Juriste droit social
Contact : juridique@una.fr

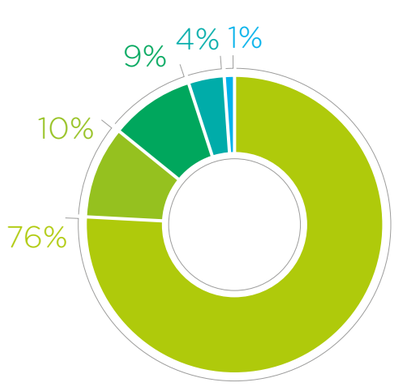


TEMPS FORTS 2016

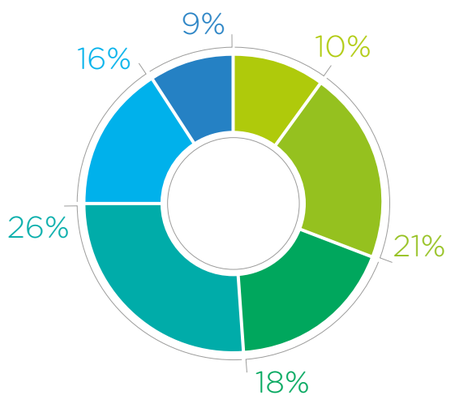
- **Publication de la loi « Travail » du 9 août 2015 : le service a réalisé 16 informations aux adhérents pour décrypter la loi**
- **Publication de la loi santé du 26 janvier 2016 et des textes d'application de la loi ASV : le service a analysé ces textes et a contribué à l'information des adhérents**

ACTIVITÉS 2016

Répartition par thème des réponses apportées aux adhérents



Répartition par activité de la structure



CHIFFRES CLÉS

Plus de 1500 *rapports d'activités fiabilisés et centralisés dans l'observatoire du réseau UNA*

88 *dossiers individuels d'investissement examinés et instruits dans le cadre de la 2ème tranche du programme de modernisation de la CNSA*

500 *mails de demande d'information, par plus de 220 structures*

40 *réunions de travail avec les prestataires/éditeurs du réseau UNA*

SYSTÈMES D'INFORMATION



Philippe TERRIEN, Responsable Systèmes d'information - Contact : p.terrien@una.fr

POUR LE SERVICE « SYSTÈMES D'INFORMATION » DE UNA, L'ANNÉE 2016 A ÉTÉ RICHE EN ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS ET EN ÉVOLUTION. L'ENSEMBLE EST CERTES DANS LA DROITE LIGNE DES TRAVAUX COMMENCÉS EN 2015, MAIS AVEC UNE FORTE ACCÉLÉRATION DU RYTHME ET DES ENJEUX POUR L'AVENIR

Un premier exemple, la politique de « saine concurrence » entre les différents prestataires SI qui interviennent dans le réseau UNA, a ainsi abouti à une diminution très importante du coût moyen d'investissement dans les outils de télégestion. Maintenant, les rares éditeurs qui refusent de suivre ce mouvement d'ouverture et d'interopérabilité s'isolent progressivement et leurs clients UNA n'hésitent plus à envisager un changement complet de leurs outils de gestion afin de pouvoir bénéficier eux-aussi des bienfaits de cette saine concurrence. Un second exemple, les échanges sur le thème des SI sont de plus en plus fréquents et constructifs avec nos différents financeurs. Automatisation des procédures, échange automatique de données, standardisation sur toute la France, ... sont autant de thèmes qui offrent l'occasion de dialoguer autrement avec nos financeurs et pour lequel le service « Systèmes d'information » de UNA est reconnu comme un interlocuteur compétent et digne d'être associé à ces travaux qui préfigurent en partie l'avenir de tout le réseau UNA.

TEMPS FORTS 2016

- **Conception et rédaction du document intitulé « Vers un schéma directeur informatique pour le réseau UNA » qui présente les trois aspects complémentaires des besoins en systèmes d'informations du réseau UNA : les besoins SI des structures, les besoins SI des unions territoriales et les besoins SI de l'Union nationale. Il contient également des préconisations et des pistes de réflexion, notamment en termes de mutualisation**
- **Interventions régulières auprès des Conseils départementaux pour défendre le droit des structures UNA à choisir leur propre outil de télégestion smartphone, véritable déclencheur à la modernisation de leur organisation**
- **Supervision de la réflexion sur la mutualisation des systèmes d'information lancée par les adhérents UNA du département des Côtes d'Armor (associations ou collectivités), et menée par UNA 22 accompagnée par un conseiller externe sélectionné après un appel à candidature**

L'OBSERVATOIRE DU RÉSEAU UNA

Avec l'arrivée en mars 2016 d'un conseiller Statistiques, le projet de mise en place de l'observatoire du réseau UNA a pu progresser d'une manière importante tout au long de l'année 2016. Cet apport ponctuel de compétences techniques dans le domaine des bases de données et de la fiabilisation de chiffres traitant de données sociales, a permis de structurer une première version d'une base de données unique contenant toutes les données fiabilisées d'activités des structures UNA sur les trois années 2013, 2014 et 2015. En complément, le logiciel « Tableau Software » a été sélectionné pour assurer le traitement massif des données, la mise en cohérence des échantillons selon les années à comparer et ainsi, la production d'indicateurs fiables. Les différents experts UNA ont très activement participé à ce vaste chantier inédit. La parution du premier recueil des indicateurs du réseau UNA est prévue pour l'Assemblée générale 2017. Le socle de l'observatoire UNA est maintenant bien en place. Il reste à poursuivre le travail de sensibilisation des adhérents UNA sur l'importance de bien renseigner chaque année dans UNApédia, leur rapport annuel d'activité.

ACTIVITÉS 2016

- Conseils directs auprès des adhérents UNA sur l'évolution de leur système d'information.
- Interventions auprès des unions territoriales UNA pour les accompagner dans leurs projets de mutualisation de moyens SI ou de prestations de services.
- Interventions directes ou indirects auprès des Conseils départementaux en cours de réflexion sur l'évolution de leur plateforme de télégestion.
- Poursuite de la participation aux réunions ESPPADOM et défense du droit au choix de l'équipement de télégestion smartphone par chaque structure, en fonction de son propre logiciel de gestion interne.
- Poursuite des discussions avec tous les éditeurs de gestion intervenant sur les secteurs d'activité du réseau UNA, mais aussi dans les secteurs complémentaires de la santé et du social, pour les inciter à investir dans le développement de solutions logicielles modernes, puissantes, paramétrables et interopérables.
- Interventions directes dans les litiges mettant en cause le principe de « saine concurrence » entre les différents prestataires et éditeurs du réseau UNA.
- Surveillance de l'évolution des différents projets de plateformes indépendantes permettant une véritable coordination des différents acteurs intervenant auprès d'une personne (Dôme, Prev@Pass, Pascaline, Unicare, ...)
- Compréhension de l'enjeu de ces futures plateformes face aux besoins d'interopérabilité des logiciels de gestion des structures, au-delà des seuls besoins SPASAD.
- Réalisation d'une cartographie des éditeurs spécialisés dans les centres de soins infirmiers et intervention lors de la journée « Éditeurs » organisée par le RNOGCS dans les locaux de UNA.
- Poursuite de la mise au point des outils Web UNApédia.
- Consolidation et fiabilisation des données d'activité 2013, 2014 et 2015 issues des rapports annuels d'activité renseignés par les adhérents UNA, afin de constituer le premier socle de données exploitables de l'observatoire du réseau UNA.
- Implantation de l'outil d'exploitation statistiques « Tableau Software » et paramétrage de la première série d'indicateurs exploitables par les différents experts UNA.
- Participation à la mise au point des outils transitoires nécessaires à l'application de la réforme du calcul des cotisations UNA.
- Poursuite de l'animation de la commission « Systèmes d'information » constituée de 14 membres. Au second semestre 2016, celle-ci a reçu successivement les éditeurs XIMI, MEDISYS, GROUPE UP et PROGISAP.
- Gestion du dispositif de la 2ème tranche du programme de modernisation de la CNSA, concernant les demandes d'aide financière sur les projets individuels SI du réseau UNA.

ÉVÉNEMENTS

• Mars
Réalisation du bilan contradictoire avec le Groupe UP sur le respect des engagements mutuels convenus dans la convention de partenariat SI signée début 2015 avec le Groupe UP et ses filiales SI dont APOLOGIC, ARCAN et IMPLICIT.

• Juin
Signature d'un avenant à cette convention Groupe UP. Cet avenant préserve l'esprit de « modernisation de l'offre, interopérabilité et meilleur service » structurant la convention initiale.

• Novembre
Présentation au Conseil d'administration UNA du document « Vers un schéma directeur informatique pour le réseau UNA », qui en valide les grands principes.

• Novembre
Intervention lors d'une journée organisée par le Conseil départemental du Pas-de-Calais (62) devant toutes les structures de services à domicile dans le département, toutes fédérations confondues, pour expliquer le bienfondé de leur future plateforme d'échange de données respectant le standard ESPPADOM et laissant aux structures le libre choix de leurs outils de télégestion smartphone.

• Novembre
Tenue d'une réunion du RNOGCS dans les locaux de UNA regroupant une dizaine de fédérations, une vingtaine d'éditeurs spécialisés dans les centres de santé ainsi que deux représentants de l'Assurance Maladie.

• Décembre
Livraison à la CARSAT Rhône-Alpes du cahier des charges décrivant l'outil expérimental de détection et d'alerte des risques de fragilisation des personnes âgées et de leurs aidants à domicile.

UNA FORMATION

L'année 2016 est marquée par une reprise de l'activité de manière plus uniforme tout au long de l'année. La diminution de la ligne Plan de formation compte tenu de l'apparition des dispositifs CPF (Compte Personnel de Formation) et FPSPP (Fonds Paritaire de Sécurisation des Parcours Professionnels), n'a entraîné aucune diminution de l'effort formation réalisé par les employeurs. En effet, une forte mobilisation des fonds mutualisés de l'OPCA pour le compte de nos adhérents a permis la poursuite des actions de formation collectives nationales et territoriales au sein du réseau UNA.

En 2016, UNA Formation a obtenu pour le réseau 950 075 € (536 200 €, pour le coût pédagogique, 375 900 € pour la rémunération des stagiaires et 37 975 € pour les frais annexes.)

Année	Nombre de sessions	Nombre de jours	Nombre d'heures	Nombre de stagiaires
2012	116	352	24 223	1 152
2013	135	412	28 564	1 340
2014	146	416	30 278	1 544
2015	121	331	24 533	1 283
2016	185	580	38 799	1 901

Thématique	Aquitaine - Limousin - Poitou-Charentes	Auvergne - Rhône-Alpes	Bourgogne - Franche-Comté	Bretagne	Corse	Île-de-France	Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées	Martinique	Nord-Pas-de-Calais - Picardie	Normandie	Pays de la Loire	**Total général**
Cycles Métier	59	31				107						**197**
Développer son offre de service				8								**8**
Droit et Paye	59	14		9		15	13		35	5		**150**
Gestion	10					14	23					**47**
Management et Communication			10								56	**66**
Petite Enfance						23						**23**
Pratiques d'intervention	306	225	33	150	25	16		12	237	31	238	**1273**
Pratiques Professionnelles				8							16	**24**
Qualité et évaluation		18				28						**46**
Ressources Humaines		25		12						16	14	**67**
Total général	**434**	**313**	**43**	**187**	**25**	**203**	**36**	**12**	**272**	**52**	**324**	**1 901**

Nous constatons que les régions accueillant le plus grand nombre de stagiaires sont dotées d'une antenne formation, excepté le Nord-Pas-de-Calais-Picardie (272) et l'Île-de-France (203). Ces résultats sont le fruit d'une dynamique de formation impulsée par les antennes, mais aussi du nombre de salariés par région et de l'accessibilité des lieux de formation.

Ci-dessus, le récapitulatif des stagiaires par thématique de formation et par région.



Gwenaëlle COGNET, Responsable - Sandrine QUIROS, Chargée de gestion - Alexandre NOBILE, Chargé de gestion - ***Contact : formation@una.fr***

Intitulé de formation	Nombre de stagiaires
Accompagnement à domicile des personnes handicapées psychiques	256
Accompagnement fin de vie et le deuil	224
Prise en charge de personnes en situation de handicap à domicile	211
Accompagner au domicile des personnes malades d'Alzheimer	155
Bientraitance et maltraitance	129
État dépressif de la personne âgée	88
Expérimentation parcours de formation Responsable de secteur	38
Conduire l'évaluation interne pour une structure autorisée	22
Cycle Petite Enfance	15
Saisie et analyse des données Argos	14
SSIAD -SPASAD « Les services à domicile au cœur des coopérations »	12
Modulation du Temps de Travail et règles de Planification	11
Démarche palliative à domicile	9
Formation-action Petite Enfance	8
Formation à la nouvelle norme NF	7
Total général	**1199**

UNA multiplie les demandes d'actions collectives nationales et territoriales auprès d'Uniformation. Au total, 1 199 stagiaires ont bénéficié de l'ingénierie financière réalisée par UNA Formation soit 63% des stagiaires de UNA Formation.

TEMPS FORTS 2016

- **Élaboration du projet politique de UNA Formation 2016-2020. En lien avec le plan stratégique de UNA, le projet politique de UNA Formation a été validé lors de l'Assemblée générale du 20 avril 2016**
- **Participation à une expérimentation de parcours de formation dans le cadre de l'EDEC Autonomie. Afin de soutenir la professionnalisation des responsables de secteur et des accompagnants de proximité, les partenaires sociaux souhaitent favoriser la montée en compétences des professionnels sur ce cœur de métier en proposant une formation qui réponde spécifiquement à leurs besoins**

15 PROPOSITIONS POUR LE PROCHAIN QUINQUENNAT



AXE 1

RECONNAITRE LE DROIT FONDAMENTAL POUR TOUS DE POUVOIR VIVRE À DOMICILE

Mesure n°1 : Créer un cinquième risque englobant les financements nécessaires aux besoins des personnes aidées et soignées à domicile

Mesure n°2 : Veiller à la mise en œuvre effective de la réglementation médico-sociale par les Conseils départementaux

Mesure n°3 : Refondre la Prestation de Compensation du Handicap (PCH)

AXE 2

METTRE EN ŒUVRE UN DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT GLOBAL DES PERSONNES GARANTISSANT LA PRISE EN COMPTE DU CHOIX ET DU PROJET DE VIE DE CHACUN

Mesure n°4 : Favoriser la coordination de l'aide et du soin pour les personnes à domicile

Mesure n°5 : Financer le développement de solutions de répit pour les aidants familiaux

AXE 3

INVESTIR DANS LE DÉVELOPPEMENT D'UNE POLITIQUE DE PRÉVENTION ET DE SANTÉ DE PROXIMITÉ ACCESSIBLE À TOUS

Mesure n°6 : Valoriser le rôle des Centres de Santé pour lutter contre la désertification médicale

Mesure n°7 : Assurer l'accès à la prévention à tous les âges de la vie et sur tous les lieux de vie (zone urbaine ou rurale, domicile et lieu de travail...)

Mesure n°8 : Mieux intégrer les services à domicile (SAAD, SSIAD, SPASAD, CSI, HAD) dans la mise en œuvre du virage ambulatoire

AXE 4

INVESTIR DANS LE DÉVELOPPEMENT D'UNE POLITIQUE FAMILIALE DE PRÉVENTION ET DE SOUTIEN À LA PARENTALITÉ ACCESSIBLE À TOUS

Mesure n°9 : Garantir l'accès aux dispositifs et diminuer les restes à charge dans le cadre des accompagnements à la parentalité.

Mesure n°10 : Garder l'esprit de la prévention comme moteur de l'intervention en matière de parentalité

Mesure n°11 : Rendre effectif l'accompagnement à la parentalité, y compris dans les situations de handicap.

AXE 5

VALORISER LES MÉTIERS DE L'AIDE, DE L'ACCOMPAGNEMENT ET DES SOINS À DOMICILE ET AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES SALARIÉS

Mesure n°12 : Revaloriser les salaires et rembourser les frais professionnels

Mesure n°13 : Reconnaître les coûts inhérents à la qualification des personnels et favoriser les parcours

AXE 6

RECONNAITRE QUE LES ENTREPRISES ASSOCIATIVES ONT UN RÔLE D'INNOVATIONS SOCIALES ET RÉALISENT DES MISSIONS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Mesure n°14 : Prendre en compte le rôle d'innovation sociale des services à domicile

Mesure n°15 : Créer un fonds d'investissement pour les services à domicile

Union Nationale de l'Aide, des Soins et des Services aux Domiciles.

Union Nationale de l'Aide, des Soins
et des Services aux Domiciles.

www.una.fr

108-110, rue Saint-Maur • 75011 Paris
Tél. : 01 49 23 82 52 • Fax : 01 43 38 55 33
accueil@una.fr

UNAdomicile

@UNAdomicile

UNATV

Crédits photos : Anne-Sophie Mauffré © UNA, Shutterstock - RCS 397 566 860 000 29 - POINT VIRGULE - 03 44 23 48 48